

Baromètre de l'attractivité
du site France 2015

Le grand écart

The EY logo consists of the letters 'EY' in a bold, white, sans-serif font. A yellow chevron shape is positioned above the 'Y', pointing to the right. The logo is set against a dark background.

Building a better
working world

Remerciements

En 2015, EY présente le baromètre de l'attractivité du site France pour la quatorzième année consécutive.

A cette occasion, nous aimerions remercier les centaines de décideurs français et internationaux ainsi que les équipes EY qui ont participé et pris le temps de partager leur point de vue sur l'attractivité du site France au sein de l'Europe. Nous tenons à remercier particulièrement :

- René Ricol, Président fondateur, Ricol Lasteyrie Corporate Finance, membre du réseau EY
- Nick Leeder, Directeur général de Google en France
- Guy Maugis, Président de Bosch en France, Président de la Chambre de Commerce Franco-Allemande
- Muriel Pénicaud, Ambassadrice déléguée aux investissements internationaux, Directrice générale de Business France
- Jean-Noël Tronc, Président de la Sacem, animateur de « France Créative »

Pour plus d'informations sur les baromètres EY de l'attractivité :

- ey.com/fr/attractivite

02

Ce qu'il faut retenir

05

France concurrentielle

11

France sectorielle

20

France influente

27

France talentueuse

33

Méthodologie

Editorial



Jean-Pierre Letartre
Président d'EY en France



Marc Lhermitte
Associé, Ernst & Young
Advisory

Sous les pavés, l'emploi

A l'heure où les investisseurs internationaux retrouvent le chemin de l'Europe, dont l'attractivité est en forte progression cette année, celle de la France semble s'inscrire dans cette tendance. A première vue, cette nouvelle édition de notre baromètre est porteuse d'une bonne nouvelle : 608 décisions d'investissement direct étranger ont été prises en faveur du site France en 2014 (+18% par rapport à 2013).

Une tendance en trompe-l'œil ? Car l'analyse montre aussi la faible création d'emplois induite par ces investissements (-11%). Si la France reste au 3^e rang européen en nombre d'implantations, derrière le Royaume-Uni et l'Allemagne, les emplois créés chez notre concurrent britannique sont 2,5 fois plus nombreux.

Les entreprises à capitaux étrangers, investisseurs prudents, adaptent leurs implantations au contexte fiscal et social français, notamment à un coût du travail encore jugé comme prohibitif. Si l'investissement industriel affiche un certain dynamisme, il est plus le fait d'extensions que d'implantations nouvelles, et de petite taille. Le baromètre 2015 met également en exergue l'attractivité décevante de notre pays pour les sièges sociaux, les centres de R&D et les entreprises provenant des marchés émergents... Autant d'investissements pour l'avenir qui ne se font pas - ou plus - en France.

Pourtant, la France reste une destination difficilement contournable : 68% des investisseurs étrangers que nous avons interrogés se déclarent même « satisfaits » du site France. Une satisfaction qui laisse entendre que la France reste une économie à taille critique, dotée d'une grande variété de secteurs et de compétences répartis sur l'ensemble du territoire. Une satisfaction qui indique que, si la France faisait pleinement le pari de l'innovation, elle pourrait s'engager sur la voie des grandes transitions énergétiques, numériques ou scientifiques qui porteront les emplois de demain.

La France est aujourd'hui en proie au grand écart : riche de mille talents et opportunités pour les investissements étrangers, mais enfermée dans un carcan fiscal, une rigidité durable de son marché du travail et l'instabilité chronique de sa réglementation... De lourds « pavés » qui pèsent sur la confiance des investisseurs et sous lesquels se trouve pourtant un fort potentiel de projets créateurs d'emplois.

Alors que les atouts de nos deux grands concurrents sont parfaitement lisibles, le « sens économique de la France » paraît échapper à ceux qui ont malgré tout une réelle « envie de France ». Ne laissons pas une trop longue hésitation sur les nécessaires réformes de compétitivité éteindre ce désir.

Ce qu'il faut retenir

L'investissement étranger reprend mais n'entraîne pas l'emploi

L'attractivité de la France s'inscrit dans le rebond de l'investissement étranger en Europe...

+18% 

d'implantations en 2014, qui placent la France en 3^e position européenne avec 608 projets

... mais celle-ci n'entraîne pas l'emploi, qui demeure pénalisé par le coût et la flexibilité du travail

 **-11%**

de créations d'emplois par rapport à 2013, soit 12 577 emplois (2,5 fois moins qu'au Royaume-Uni)

La France demeure la 1^{ère} destination européenne pour les implantations industrielles...

231 

implantations industrielles en 2014, soit 65 de plus que l'année précédente

... mais ces projets sont principalement issus d'extensions d'activités existantes et de taille réduite

 **80%**

des implantations industrielles sont des extensions et ne créent, en moyenne, que 25 emplois

Le regain d'attractivité ne suffit pas à fixer les investissements stratégiques

L'image du site France s'améliore auprès des décideurs internationaux...

68% 

des décideurs considèrent la France comme une localisation « satisfaisante » (+ 6 points)

... mais ce nouvel élan peine encore à convaincre de nouveaux investisseurs



Seuls 45% des décideurs non implantés en France partagent ce point de vue

Les décideurs internationaux saluent la capacité d'innovation et la valeur des talents en France...

Près de 40% 

des décideurs pensent que ce sont les deux leviers majeurs de son attractivité

... mais ces atouts ne suffisent pas à fixer les fonctions stratégiques (QG et centres de R&D)

La France n'a attiré que 38  de ces implantations stratégiques en 2014, le Royaume-Uni 129 et l'Allemagne 67

Pour stimuler l'investissement, innovation et compétitivité sont les deux grands rendez-vous de la France

Les investisseurs estiment que l'avenir de l'attractivité de la France passe par une transition sectorielle profonde...



3 moteurs

d'attractivité sont identifiés par les investisseurs : énergie, numérique et santé

... mais cette transition ne se confirme pas encore dans la réalité des implantations en France



96 implantations étrangères sont recensées dans ces 3 secteurs contre 156 en Allemagne et 244 au Royaume-Uni

Les pôles universitaires et les infrastructures sont les principaux leviers d'attractivité des métropoles françaises...

50% 

Près de des investisseurs les voient comme des atouts importants dans la compétition européenne

... mais la compétitivité-coût demeure en tête des préoccupations des investisseurs

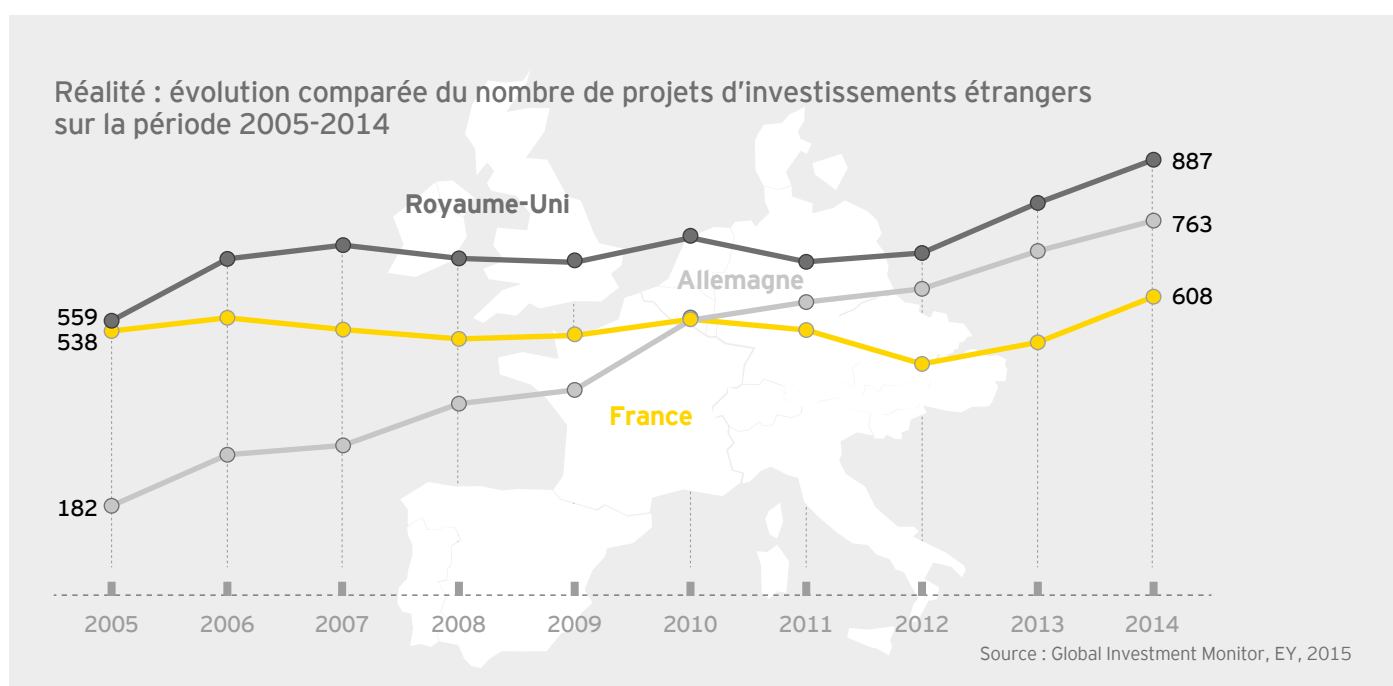


44% des décideurs estiment que les réformes doivent porter en priorité sur l'allègement du coût du travail et 37% sur la fiscalité

La France peine à concurrencer les deux leaders européens

Indicateurs d'attractivité		France	Allemagne	Royaume-Uni	Europe
1	Evolution du nombre de projets (2009-2014)	15%	83%	31%	31%
2	Evolution du nombre d'emplois (2009-2014)	-6%	130%	56%	48%
3	Nombre de projets industriels (2014)	231	131	164	1226
4	Nombre d'emplois industriels (2014)	5 827	5 090	11 621	107 963
5	Nombre de sièges sociaux (2014)	11	20	57	159
6	Nombre de centres R&D (2014)	27	47	72	290
7	Nombre de projets origine Chine (2014)	17	79	40	210
8	Perspective d'amélioration à 5 ans (2015)	33%	54%	54%	58%
9	Perspective de projets d'implantation ou de développement (2015)	35%	25%	27%	32%
10	Les 3 premières priorités (2015)	Coût du travail Simplification Fiscalité	Fiscalité Simplification Innovation	Fiscalité Education R&D	Réformes économiques Intégration Infrastructures

Sources : Global Investment Monitor, EY, 2015 ; Baromètre EY de l'attractivité du site France 2015 (206 répondants) ; European Attractiveness Survey, EY, 2015 ; Germany Attractiveness Survey, EY, 2015 ; UK Attractiveness Survey, EY, 2015



France concurrentielle



Projets en hausse : une reprise qui s'inscrit dans le rebond européen
p. 6

Déception sur l'emploi : la France ne transforme pas l'essai
p. 6

Reprise globale de l'investissement étranger en Europe
p. 8

Un match à trois que la France ne remporte pas
p. 9

Palmarès européen
p. 10

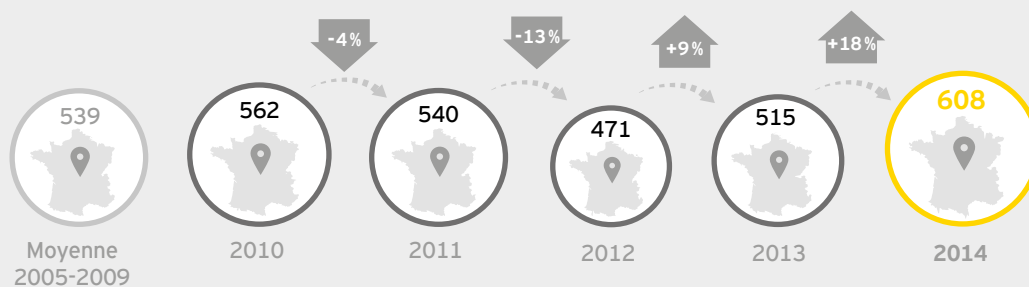
Projets en hausse : une reprise qui s'inscrit dans le rebond européen

A première analyse, la performance du site France en 2014 se présente comme remarquable. La reprise des implantations et des extensions internationales, après plusieurs années de stagnation, voire de régression de l'investissement étranger, est nette : en nombre de projets, la France dépasse le rythme européen (+18% contre +10%) et c'est la bonne nouvelle de ce Baromètre 2015. Avec 608 projets issus de tous secteurs et tous horizons, elle dépasse même ses niveaux d'avant crise.

Quelques éléments de contexte peuvent expliquer cette embellie. Le resserrement progressif de la parité euro-dollar en 2014 a augmenté la valeur des exportations et incité à produire davantage dans la zone euro. Les signes d'un retour, même timide, de la croissance en France encouragent à s'implanter

dans un pays qui reste le 2^e marché de consommation du continent, par ailleurs ouvert sur l'Europe du Sud et l'Afrique. Dans le même temps, les coûts de production des entreprises sont en partie diminués par la baisse des coûts de l'énergie. Enfin, la croissance du nombre de projets d'investissement dans l'Hexagone pourrait également avoir pour origine la politique mise progressivement en œuvre par le gouvernement : le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) a été pour la première fois acquitté par le Trésor Public en 2014 et entraîne une baisse des coûts de 6% par an pour les entreprises. La France peut ainsi communiquer sur une baisse du coût horaire du travail dans l'industrie, désormais inférieur à celui de l'Allemagne (36,8 € contre 38,5 €¹).

Projets d'implantations en France sur la période 2010-2014



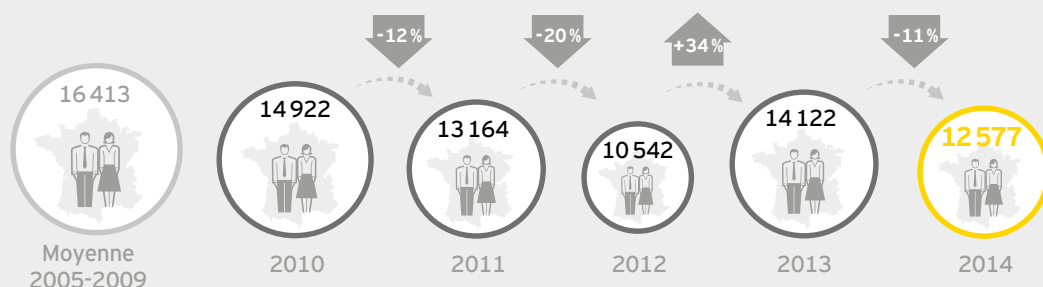
Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

Déception sur l'emploi : la France ne transforme pas l'essai

Pour autant, la France est victime d'un « effet ciseau » qui se manifeste surtout par une nette diminution du nombre d'emplois liés à ces investissements : - 11% par rapport à 2013. Sans retomber au faible niveau de 2012, la très bonne année en volume de projets ne se traduit pas dans la première valeur

recherchée par la France, à savoir l'emploi. Ainsi, la taille moyenne des projets témoigne d'une grande prudence des entreprises et chute par rapport à 2013 : en moyenne, une implantation internationale en France « produit » 21 emplois contre 27 l'année précédente.

Nombre d'emplois créés par des investissements directs étrangers (IDE) en France sur la période 2010-2014



Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

1 Coe-Rexecode - Octobre 2014



Témoignage

« Les quatre défis de la France »

René Ricol

Président fondateur, Ricol Lasteyrie
Corporate Finance, membre du réseau EY

La lecture de l'édition 2015 du Baromètre inspire autant l'optimisme que le découragement : optimisme nourri d'une dynamique retrouvée et d'une confiance stable des investisseurs étrangers déjà implantés en France ; découragement face à des investissements qui produisent peu d'emplois, enjeu pourtant prioritaire pour la France, et face au décrochage encore marqué de notre pays par rapport à ses voisins britannique et allemand.

Comment retrouver demain le chemin de l'optimisme ?
La France doit pour cela relever quatre défis.

Premier défi, simplifier ! La France doit sortir une bonne fois pour toutes de la complexité administrative, fiscale ou sociale, qui la caractérise. Il ne s'agit pas de remettre en cause les droits et la sécurité, mais de faire en sorte que la législation et les modalités d'application soient claires et permanentes. Un industriel qui investit en France se place dans une stratégie à dix ans, il ne peut tolérer des changements de réglementation tous les deux ans.

Deuxième impératif, éviter les effets d'annonce autour de mesures finalement très peu lisibles de l'étranger : une baisse des charges sociales pour toutes les entreprises aurait été bien préférable au Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

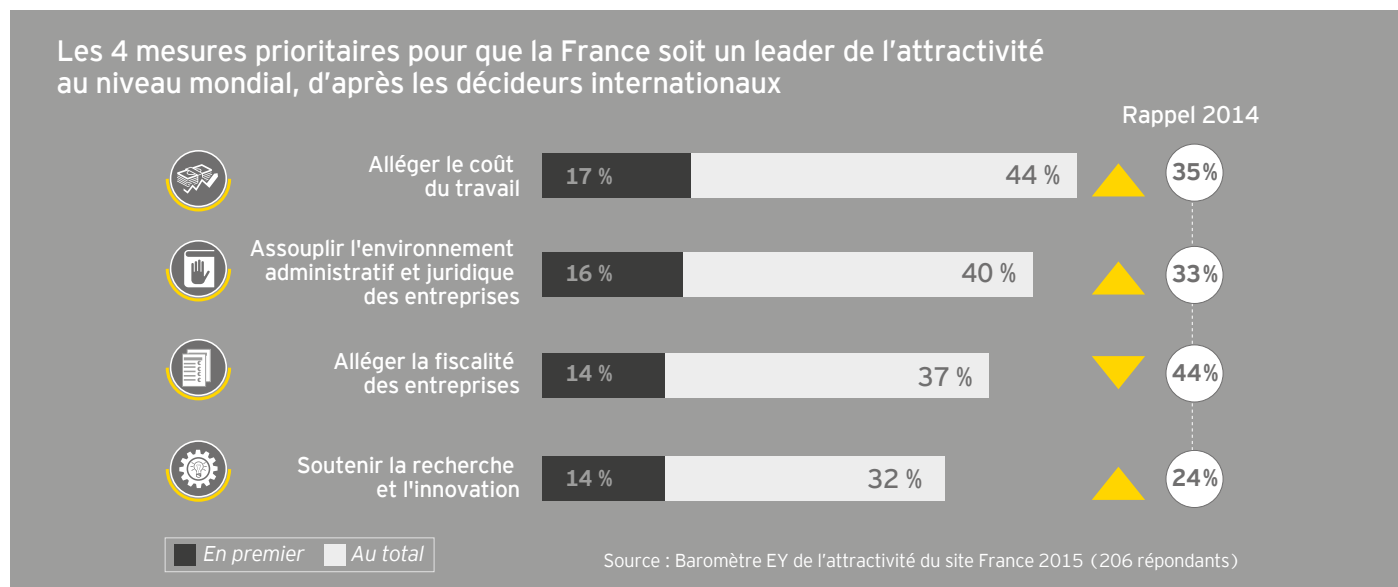
Troisième défi, doubler le pacte de responsabilité d'un pacte de solidarité avec les grandes entreprises. La France est aujourd'hui dotée de davantage de groupes mondiaux que de nombreux autres pays, mais qui ne jouent pas pour autant leur rôle de « capteurs de croissance ». Pourquoi ? Parce que nos grands chefs d'entreprises se désintéressent de la France, tant ils ont le sentiment que le pays ne leur exprimera jamais la fierté qu'il peut témoigner à ses grands sportifs...

La France doit enfin relever un quatrième défi, et non le moindre, celui de faire enfin les réformes qui enverront les signaux d'une productivité retrouvée, qu'il s'agisse de retrouver de la souplesse dans l'organisation du travail hebdomadaire, ou d'allonger la durée de la vie professionnelle.

Si toutes les formations politiques parvenaient à s'accorder sur la nécessité d'apporter des réponses rapides à ces questions, la France pourrait certainement retrouver la position de leader qui devrait être la sienne.

L'explication de cette modération tient en grande partie dans les handicaps structurels de la France, tels que cités par les 206 dirigeants interrogés dans le cadre de notre enquête annuelle² : le coût du travail, le manque de souplesse de l'environnement administratif et juridique des entreprises, la fiscalité pesant sur les entreprises et le soutien à la recherche et à l'innovation restent

les principaux points de progrès pour la France. Fait notable : l'Allemagne, considérée comme notre principal concurrent, est jugée plus attractive que la France, non pas tant pour ses atouts industriels, mais pour son environnement politique, juridique et fiscal (critère arrivant en tête avec 33% de citations).



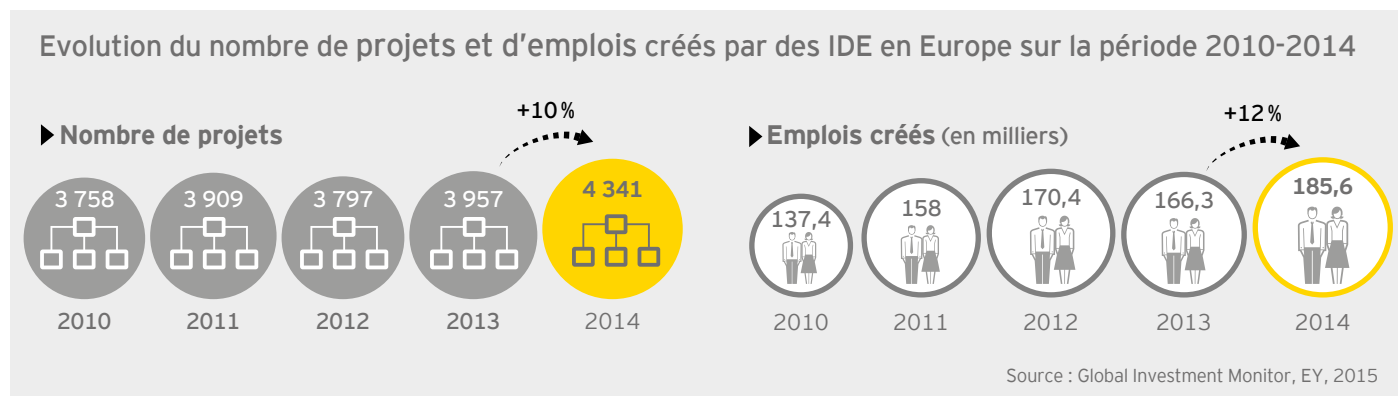
Reprise globale de l'investissement étranger en Europe

Le redémarrage de l'investissement étranger en Europe se révèle plus rapide que la croissance elle-même. En effet, avec un nombre d'implantations et d'extensions en croissance de 10% - et le même effet sur l'emploi - les 43 pays du Baromètre européen³ ont connu une année record : 4 341 projets annoncés ont contribué à la création de plus de 185 500 emplois, soit une hausse de 12% avec 19 300 emplois supplémentaires par rapport à 2013.

C'est comme si les entreprises européennes, mais aussi asiatiques ou américaines qui croient encore dans les richesses d'un continent malmené par la crise, divisé par les difficultés, avaient soif d'investissement. Cette reprise dépend pour autant beaucoup d'une restructuration de la présence industrielle, et

de l'implantation de sites de production (+ 65 projets). Mais on constate également une présence toujours plus forte des entreprises chinoises, qui confirment un ancrage tertiaire. La hausse des implantations est ainsi tirée par les secteurs de l'automobile, des équipements industriels, et une forte performance de l'agroalimentaire dans toute l'Europe.

C'est la première fois depuis la création du Baromètre que les investissements étrangers en Europe créent autant d'emplois. En moyenne, les effectifs par projet restent stables (environ 43 en 2014 contre 42 en 2013), et on note une augmentation du nombre de très grands projets (75 projets de plus de 500 emplois contre 68 en 2013).



² Baromètre EY de l'attractivité du site France 2015 (206 répondants)

³ Comeback Time, European Attractiveness Survey, EY, 2015

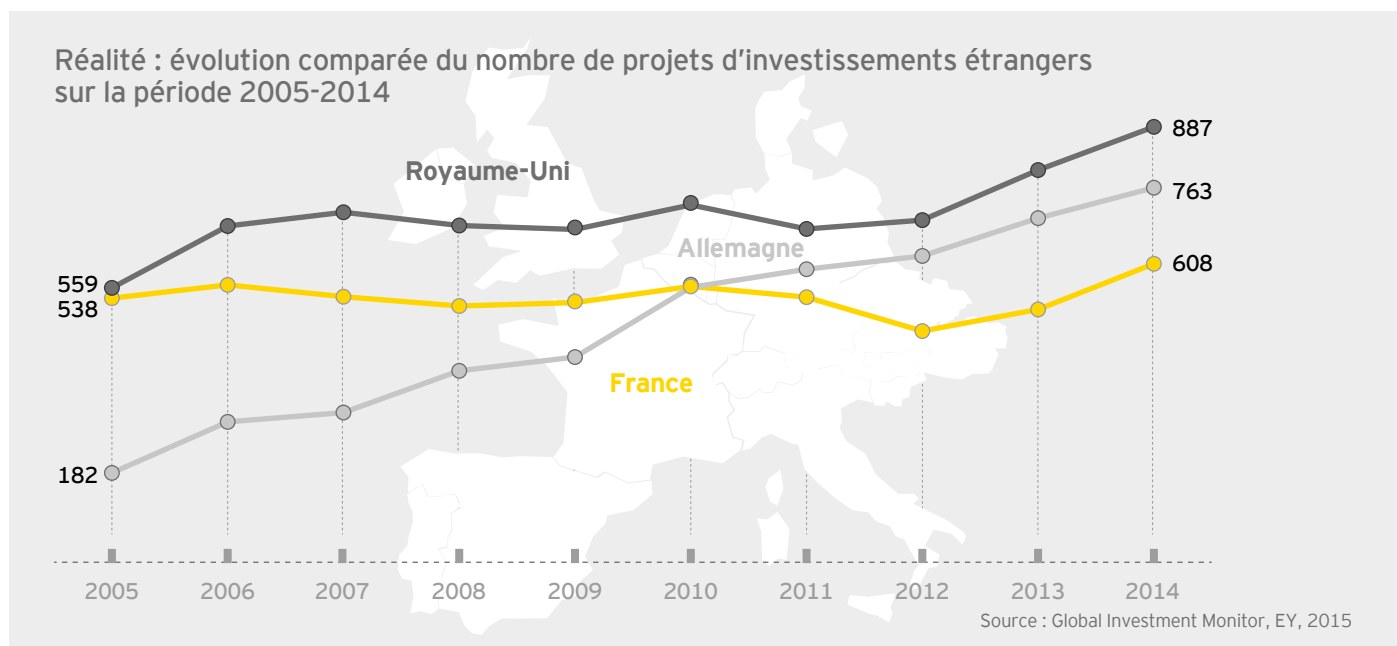
Un match à trois que la France ne remporte pas

Le podium des pays d'accueil des investissements étrangers en Europe reste le même : Royaume-Uni, Allemagne et France concentrent toujours environ 50% des implantations et 30% des emplois créés par les investisseurs étrangers en Europe. Cependant, cette année de reprise laisse transparaître des variations importantes.

Le Royaume-Uni se maintient à sa place historique, la première, avec 887 projets annoncés en 2014, en forte augmentation par rapport à 2013 (+11%). La force du Grand Londres, « ville monde » de l'Europe, sa spécialisation sur le tertiaire supérieur

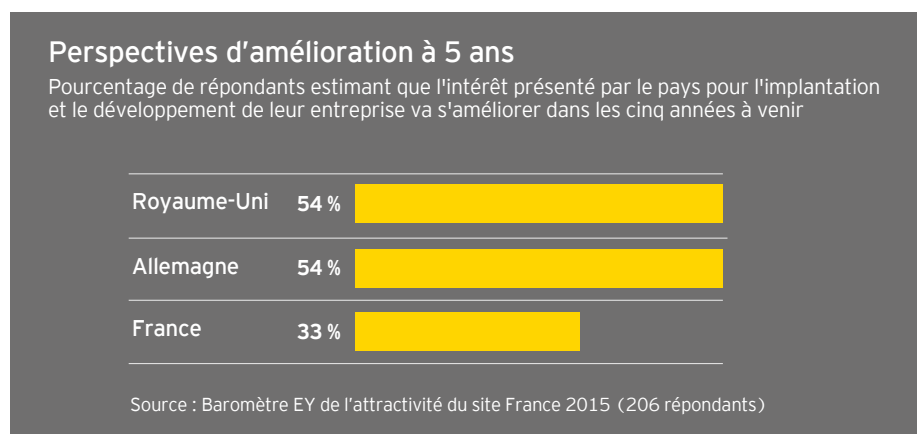
(finance, services aux entreprises, centres de décision) et l'hyper-flexibilité de son marché du travail continuent d'asseoir le succès britannique.

L'Allemagne continue sa progression, même si sa performance sur certaines activités stratégiques, comme les centres de décision, reste bien en-deçà de celle du Royaume-Uni. L'Allemagne attire toujours notamment significativement les fonctions industrielles et les pays émergents asiatiques, qui en font une base d'expansion vers l'Europe de l'Est et la Russie.



La France, aux yeux des répondants du baromètre, ne bénéficie pas des mêmes indices d'amélioration que ses concurrents. Un tiers des dirigeants prévoit que la France retiendra davantage l'intérêt de leur entreprise dans les cinq prochaines années.

A la même question, c'est plus de la moitié des panels réunis pour juger de l'attractivité du Royaume-Uni et de l'Allemagne (54%) qui manifeste les mêmes intentions.



Palmarès européen

En Europe occidentale, la reprise globale cache également quelques contrastes. L'Irlande, traditionnellement une destination attractive, accueille de plus grands projets en moins grand nombre. Comme au Royaume-Uni, les politiques d'austérité, de fiscalité attractive et de flexibilité du marché du travail séduisent les investisseurs.
















La Belgique tire, quant à elle, un double bénéfice de la reprise européenne, le nombre d'implantations augmentant à rythme élevé, tout comme les effectifs qui leur sont liés. Alors que l'Espagne a émergé de la récession après avoir entrepris de profondes réformes, les Pays-Bas restent solidement au cœur de flux logistiques et financiers européens. La Suisse résiste, en attirant 85 projets, malgré la brusque appréciation du franc suisse.

La Pologne et la Turquie continuent leur marche en avant en s'affirmant comme des pôles d'attractivité majeurs en Europe, notamment pour des implantations fortement créatrices d'emplois. Dans de moindres proportions la Slovaquie, comme la Roumanie et la Hongrie, connaissent une belle reprise de l'investissement étranger, après avoir été touchées dans les années 2009-2013 par une relative désaffection des grandes multinationales industrielles. Elles attirent aujourd'hui à nouveau des implantations qui s'étaient déportées vers l'Asie et souhaitent atténuer l'impact de la crise dans leurs unités ouest-européennes.
















La Russie n'avait pas encore, en 2014, constaté l'arrêt des projets d'investisseurs étrangers. En effet, le baromètre montre la « traîne » des décisions prises dans les années 2010-2013, mais les événements récents provoqueront sans doute un fort ralentissement de l'attractivité russe au cours de 2015.

Top 15 des pays européens bénéficiant du plus grand nombre de projets et d'emplois liés aux implantations internationales

En nombre de projets

	2013	2014	Part (2014)	Evolution %
 Royaume-Uni	799	887	20%	11%
 Allemagne	701	763	18%	9%
 France	515	608	14%	18%
 Espagne	221	232	5%	5%
 Belgique	175	198	5%	13%
 Pays-Bas	161	149	3%	-7%
 Pologne	107	132	3%	23%
 Russie	114	125	3%	10%
 Turquie	98	109	3%	11%
 Irlande	111	106	2%	-5%
 Finlande	108	98	2%	-9%
 Suisse	76	85	2%	12%
 Danemark	58	75	2%	29%
 Roumanie	52	62	1%	19%
 Slovaquie	34	60	1%	76%
Autres	627	652	15%	4%
Total	3 957	4 341	100%	10%

En nombre d'emplois créés

	2013	2014	Part (2014)	Evolution %
 Royaume-Uni	27 953	31 198	17%	12%
 Russie	13 621	18 248	10%	34%
 Pologne	13 862	15 485	8%	12%
 France	14 122	12 577	7%	-11%
 Allemagne	10 350	11 327	6%	9%
 Roumanie	6 157	10 892	6%	77%
 Espagne	11 138	9 750	5%	-12%
 Turquie	8 696	8 175	4%	-6%
 Slovaquie	3 493	7 978	4%	128%
 Irlande	6 895	7 306	4%	6%
 Rép. Tchèque	5 609	7 278	4%	30%
 Bulgarie	5 505	5 688	3%	3%
 Serbie	12 179	5 104	3%	-58%
 Macédoine	1 556	5 020	3%	223%
 Hongrie	3 879	4 868	3%	25%
Autres	21 268	24 689	13%	16%
Total	166 283	185 583	100%	12%

Source : Global Investment Monitor, EY, 2015



France sectorielle

Les services restent en tête des secteurs les plus attractifs
p. 12

Les dirigeants voient une France en transition... demain
p. 14

Une industrie active, mais peu créatrice d'emplois
p. 17

Automobile et agroalimentaire tirent les investissements productifs
p. 19



Les services restent en tête des secteurs les plus attractifs

Top 10 des secteurs attirant le plus d'implantations internationales (2013-2014)

Rang	Secteurs	2014	2013	Evol. Volume	Evol. %
①	Numérique	73	56	17	30 %
②	Services aux entreprises	66	49	17	35 %
③	Équipement	56	67	-11	-16 %
④	Agroalimentaire	43	29	14	48 %
⑤	Chimie	36	31	5	16 %
⑥	Automobile	32	8	24	300 %
⑦	Fabrication de métaux	28	15	13	87 %
⑧	Électronique	26	26	0	0 %
⑨	Électrique	25	10	15	150 %
⑩	Produits minéraux (non métalliques)	21	19	2	11 %

Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

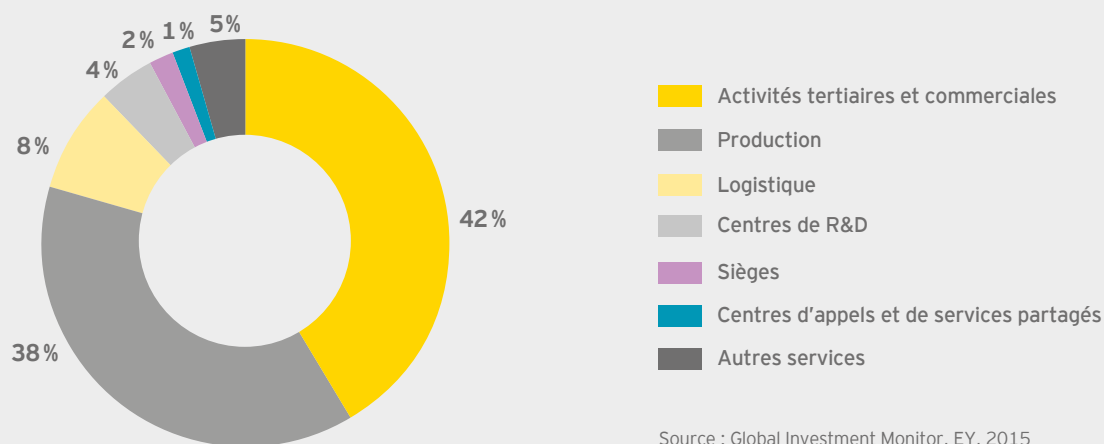
L'industrie du numérique et les services aux entreprises (SSII, relation client, ingénierie) dominent la carte sectorielle de la France, concentrant près de 140 projets d'implantation, soit près du quart du total, et affichent une hausse de plus de 32% sur un an. Dynamique d'externalisation et compétences industrielles ou humaines en systèmes d'information, la France tire parti de ses atouts internationaux.

Mais le portrait sectoriel de la France doit être complété, car il est aussi largement industriel : l'équipement, l'agroalimentaire, la chimie ou l'automobile participent également à la hausse des investissements annoncés en 2014. A titre d'exemple, l'allemand Fresenius Medical Care, spécialisé dans la fabrication de matériel

médical, investit 70 millions d'euros sur son site de l'Abresle (Rhône-Alpes) et créera 80 nouveaux emplois. L'implantation en Bretagne de l'unité de production européenne de la coopérative japonaise Makurazaki ou encore l'extension du site de l'italien Barilla illustrent la dynamique du secteur agroalimentaire. Le groupe AGCO, détenteur de la marque mondiale de machines agricoles Massey Ferguson, annonce quant à lui un projet d'investissement de 20 millions de dollars à Beauvais en Picardie, soit le plus grand projet d'investissement industriel sur le site depuis 1986. Le projet va générer des emplois permanents supplémentaires, et renforcera ainsi le positionnement d'AGCO comme premier employeur privé de la région.



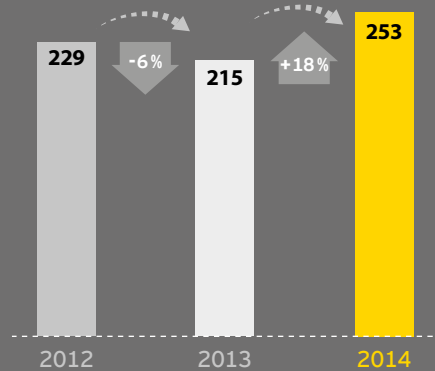
Part des activités tertiaires et commerciales dans le total des projets d'investissement étranger en 2014



Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

Notons que, tous secteurs d'activités confondus, les fonctions commerciales et tertiaires représentent 42% du total des projets d'investissement étranger en France. De taille modeste (10 emplois dans des agences, bureaux de représentation, centres de services ou directions régionales), ce sont généralement de nouvelles implantations sur l'ensemble du territoire français, avec une logique de réseau très marquée et des créations simultanées dans les grandes agglomérations régionales.

Evolution du nombre de projets dans les activités tertiaires et commerciales entre 2012 et 2014



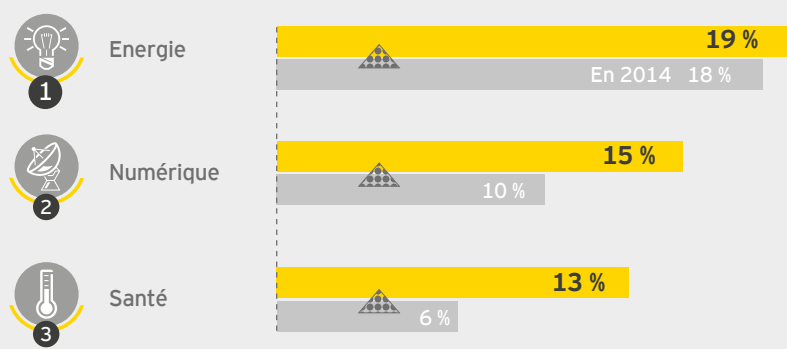
Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

Les dirigeants voient une France en transition... demain

Les décideurs interrogés flèchent l'énergie, le numérique et la santé comme les trois secteurs phares de l'attractivité de la France pour 2015 et 2016. La France serait-elle en passe de se placer au cœur des grandes transitions de demain ?

En réalité, notre analyse montre que ces trois secteurs ne tirent pourtant pas encore concrètement l'attractivité du pays : ils ne représentent que 16 % des implantations internationales réalisées en France en 2014.

Perception : les secteurs moteurs de l'attractivité française en 2015/2016 d'après les décideurs internationaux



Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

Réalité : nombre de projets d'investissement dans les secteurs moteurs (2014)

	Énergie	Numérique	Santé	Part des secteurs « moteurs » dans le total des IDE du pays
France	3	73	20	16%
Allemagne	10	116	30	20%
Royaume-Uni	17	199	28	28%

Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

Concrétiser la transition énergétique : la raréfaction des ressources et le changement climatique placent l'énergie au cœur des préoccupations environnementales et économiques. Maîtriser sa production énergétique - et de plus en plus sa consommation (grâce notamment aux rénovations thermiques ou aux compteurs intelligents) - est un enjeu crucial, et la France peut compter dans ce domaine sur sa réputation de pays charnière dans le secteur de l'énergie. Les investisseurs étrangers le valorisent comme un grand moteur de l'attractivité de la France (19% de citations : 1^{ère} position).

Il est vrai que la France ne manque pas d'atouts à cet égard : des géants énergétiques d'envergure mondiale (EDF, GDF-SUEZ, Areva, Total...), d'importants investissements dans l'éolien offshore, dans la filière hydraulique ou dans les équipements de réseaux électriques, des filières renforcées au quotidien par les quatre pôles de compétitivité français de l'énergie. Ces forces ne permettent toutefois pas à la France de se positionner comme 1^{er} pays d'accueil des IDE en matière d'énergie, puisque ses concurrents allemand et britannique continuent à attirer plus de projets que l'Hexagone.



Témoignage

« The Next Big Thing »

Nick Leeder,

Directeur Général de Google en France

Depuis deux ans à la tête de Google France, j'ai été frappé par le dynamisme de l'entrepreneuriat en France et le témoin privilégié de belles réussites dans tous les tissus économiques, qu'il s'agisse de start-up, d'associations ou de PME. L'exemple des start-up françaises est d'ailleurs particulièrement révélateur : l'étude réalisée par EY en partenariat avec France Digitale⁴ montre qu'elles enregistrent une forte croissance de leur chiffre d'affaires (plus de 43% en 2013 vs. 2012), qu'elles sont génératrices d'emplois (+22% d'effectifs dont la grande majorité en CDI) et qu'elles conquièrent des marchés à l'étranger (39% du chiffre d'affaires réalisé à l'international en 2013).

Par ailleurs, avec les efforts du gouvernement pour soutenir la « French Tech » et l'écosystème dans son ensemble, il y a fort à parier qu'au cours des prochains mois de nouvelles pépites françaises, à l'instar de Criteo, BlaBlaCar ou encore Sigfox, deviennent à leur tour les fers de lance des réussites numériques françaises.

Cette effervescence, nous la vivons en France mais elle est aussi ressentie par-delà nos frontières. Je ne suis pas étonné de lire les déclarations récentes de John Chambers, le dirigeant de Cisco, qui qualifiait la France de « *Next Big Thing* » du numérique. Avec 160 entreprises françaises présentes au CES 2015, c'est-à-dire la 2^e délégation derrière celle des États-Unis, notre pays a réalisé auprès des investisseurs une démonstration de force.

Concrétiser la transition numérique : afin de tirer pleinement profit d'un secteur qui pèse près de 6% de son PIB, la France s'efforce de développer des champions nationaux et de se donner plus de visibilité à l'international, notamment grâce à la bannière « French Tech ». Un enjeu crucial car la 2^e position et les 15% d'appréciation de ce secteur dissimulent en réalité un fossé entre les entreprises déjà implantées en France (21%) et les non implantées (4%). A la question « Quelle ville (au niveau mondial)

Il faut dire que l'Hexagone est un pays d'innovation et d'excellence qui ne manque pas de talents, d'ingéniosité et de créativité. Les ingénieurs français, par exemple, sont parmi les plus recherchés dans le monde entier.

Cela n'est toutefois pas suffisant, et il reste encore beaucoup à faire en matière de transformation numérique pour tout un pan de notre économie. En 2014, la France ne figurait qu'à la 25^e position mondiale, selon l'indicateur NRI (Network Readiness Indicator) mesurant la propension des pays à exploiter les opportunités des technologies de l'information et de la communication. Pourtant, les opportunités sont nombreuses pour les entreprises qui accélèrent leur mutation numérique : les plus matures d'entre elles sur le numérique ont une croissance du chiffre d'affaires 6 fois plus élevée, selon une étude publiée par Roland Berger en septembre 2014.

C'est en s'inscrivant sans réserve dans cette transformation numérique que la France s'affirmera comme un pôle d'attractivité internationale pérenne. C'est pour accompagner cette transformation, des TPE aux grands groupes, des start-up aux associations, que nous avons lancé en avril 2015 le mouvement Moteur de Réussites Françaises. C'est aussi et surtout l'engagement continu des 600 employés de Google France depuis maintenant plus de 10 ans.

est susceptible de produire le prochain Google ? », Paris arrive en 11^e position alors qu'elle n'était que 15^e l'année dernière⁵.

Les promesses de la transition numérique (Big data, impression 3D, objets connectés, stockage d'énergie, etc.) affûtent l'intérêt des entreprises étrangères pour la France, même si ses concurrents se révèlent encore plus attractifs.

⁴ Baromètre EY : La performance économique et sociale des startups numériques en France, 2014

⁵ Comeback Time, European Attractiveness Survey, 2015

Concrétiser la transition pharmaceutique et biotechnologique : l'industrie pharmaceutique et les biotechnologies sont citées comme le 3^e secteur moteur d'attractivité pour la France. Avec ces secteurs largement excédentaires pour le commerce extérieur, notre territoire dispose d'atouts importants pour attirer les investisseurs. Cependant, la concurrence du Royaume-Uni et

de l'Allemagne, mais aussi de la Suisse, encourage à soutenir davantage l'innovation et les start-up, alors que la croissance des « Big pharma » a tendance à s'effriter en 2014 au profit de celle des entreprises pharmaceutiques spécialisées. Ce pari pourrait également renforcer l'attractivité de la France auprès des entreprises étrangères pharma & biotech en croissance.



Témoignage

« Santé : renouer le dialogue »

Virginie Lefebvre-Dutilleul

Avocate associée, Ernst & Young Société d'Avocats,
Responsable du secteur Life Sciences

Les investisseurs étrangers semblent être nombreux cette année à percevoir dans l'industrie pharmaceutique et les biotechnologies d'importants moteurs de l'attractivité française pour les années à venir. Ces secteurs peuvent en effet compter en France sur un réseau hospitalier et de recherche de haut niveau, ainsi que sur un marché solvable et fortement consommateur - bien que cette tendance s'infléchisse depuis quelques années.

Autre indice plus récent de l'image plus positive du secteur : entre juillet 2013 et juin 2014, la France s'est révélée le 1^{er} marché de cotation pour les Medtech en Europe, devant les Pays-Bas et l'Allemagne, avec 6 introductions en bourse pour un total de 2,3 milliards de dollars levés⁶. La France bénéficie par ailleurs de nombreux ambassadeurs du secteur des biotechnologies à l'étranger, le dernier en date étant Collectis et sa cotation remarquée au Nasdaq en mars 2015.

Ce dynamisme notable ne doit pas occulter les difficultés structurelles auxquelles font face les acteurs du secteur en France. Alors que ces derniers ont particulièrement besoin de stabilité réglementaire, juridique et fiscale, l'environnement français est chaque année remis en cause par le vote de la loi de financement de la Sécurité sociale. La France n'est pas non plus suffisamment compétitive en matière d'essais cliniques.

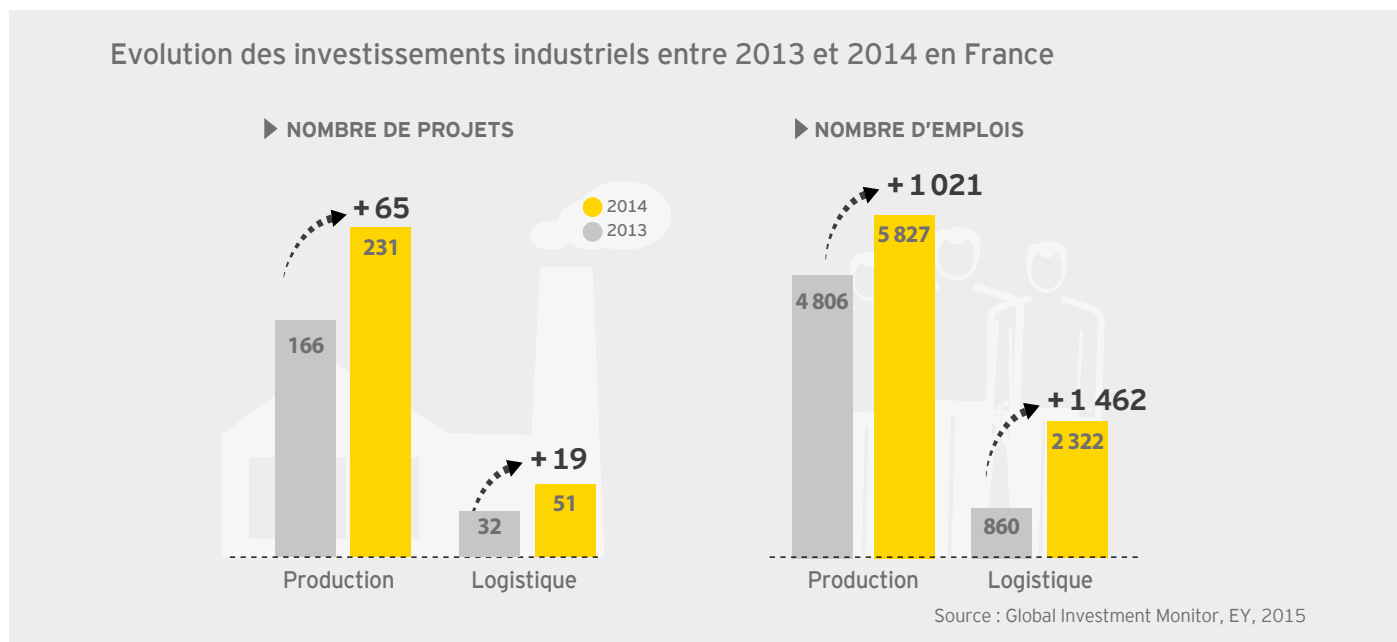
Mais pour le secteur des produits de santé, le défi le plus urgent de la France est sans doute de renouer un dialogue interrompu par des années de défiance, et de se doter de meilleurs dispositifs pour faciliter l'accès au marché et aux financements.

⁶ Pulse of the industry, Medical Technology Report 2014, p.55, EY

Une industrie active, mais peu créatrice d'emplois

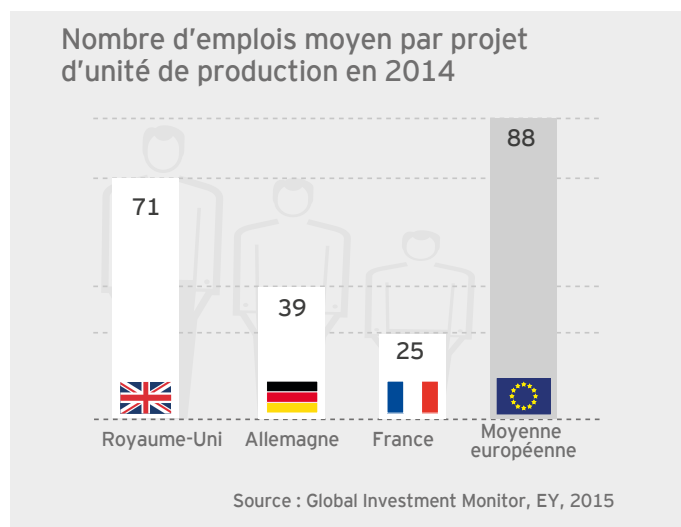
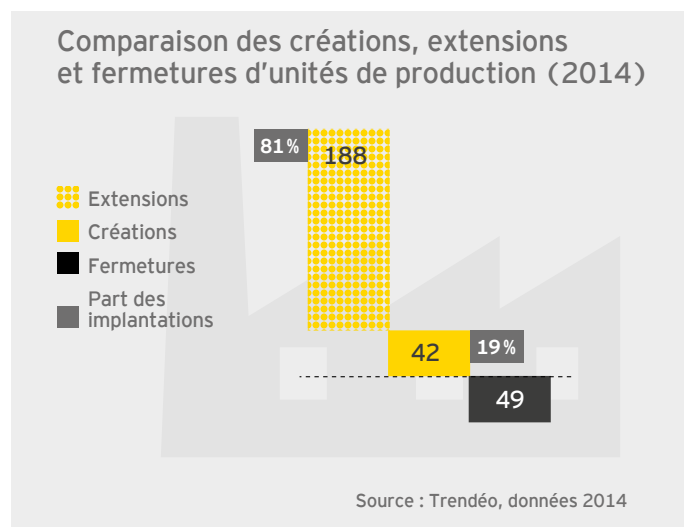
Parmi les évolutions remarquables, la reprise des implantations industrielles peut surprendre, tant les débats sur la compétitivité du site France sont encore souvent vifs entre gouvernement, entreprises et partenaires sociaux. Pour autant, en 2014, la France a attiré 282 investissements dans des activités de production et de logistique, soit une progression significative de 84 projets (+42%).

Sans atténuer la réalité de ce portrait industriel, il faut noter que les projets relatifs à des sites de production sont constitués à 80% d'extensions d'unités existantes. Par ailleurs, le nombre de nouvelles implantations « greenfield » de sites de production (42) est proche de celui des fermetures en 2014 (49).



De surcroît, les projets restent peu créateurs d'emplois : chaque projet n'a créé « que » 25 emplois en moyenne (29 en 2013). Par ailleurs, les projets industriels en France sont de plus faible taille que ceux réalisés en Allemagne (39 emplois en moyenne par projet en 2014) ou au Royaume-Uni (71).

Ainsi, le coût du travail et la flexibilité pesant sur leurs décisions, les investisseurs réaménagent par petites touches leur **supply chain** et restent prudents sur l'ampleur de leurs investissements. L'heure n'est plus aux grands projets industriels, mais à l'ajustement des sites de production français pour les adapter à un nouvel environnement européen et mondial.





Témoignage

« Industrie : un message d'espoir »

Guy Maugis, Président de Bosch en France, Président de la Chambre de Commerce Franco-Allemande

Vue d'outre-Rhin, l'attractivité de la France a été mise à l'épreuve au cours des dernières années par des messages contradictoires. En 2012, l'image de l'Hexagone a été brutalement réduite à deux chiffres : 75% et 35h ! Les années suivantes, les mesures prises n'affichaient guère de cohérence : de la loi Florange à la loi Macron, quel message la France souhaitait-elle envoyer à l'international ? Au 2^e trimestre 2014, la baisse du PIB de l'Allemagne a sonné l'alarme. La France reste son premier partenaire commercial et la mauvaise santé du marché français peut vite avoir des conséquences inquiétantes : le sort des deux économies sont intimement liés. Fin 2014, la confiance n'était toujours pas complètement au rendez-vous et la désinvolture apparente de la France à tenir ses engagements budgétaires irritait outre-Rhin...

Les investisseurs sont encore convaincus que lorsqu'ils implantent une unité de production en France, le coût risque d'être double : à l'entrée puis à la sortie en cas d'échec commercial et de désinvestissement. L'incertitude quant à la réalité finale des coûts d'ajustement à la conjoncture, renforcée par le manque de visibilité sur les procédures et les délais et l'instabilité

réglementaire, les conduit naturellement à favoriser des investissements d'amélioration de productivité, faiblement créateurs d'emplois. Une tendance d'autant plus prononcée dans l'industrie, qui doit être en position chaque année de baisser ses coûts et ce, quel que soit le niveau de la croissance. Dans le cas de Bosch, un accord conclu en 2013 avec 4 syndicats, accompagné d'un investissement total de plus de 50 millions d'euros, aura permis de conforter un outil productif à Rodez, qui tourne aujourd'hui à plein régime.

En dépit de résultats en demi-teinte sur le front de l'emploi, le Baromètre 2015 apporte aujourd'hui un message d'espoir. Les Français eux-mêmes versent de moins en moins dans « l'auto-bashing » quand ils sont à l'étranger ! Et la France a d'importants atouts qui lui permettront de répondre aux besoins de « l'industrie 4.0 » et de l'Internet des objets, à commencer par ses nombreux ingénieurs - qui font défaut à l'Allemagne. De la même manière que l'on ne voit jamais assez venir les creux, on sous-estime toujours les bosses : les effets de l'éclaircie seront bientôt là.

Automobile et agroalimentaire tirent les investissements productifs

Le secteur agroalimentaire représente la principale source de projets industriels implantés en France en 2014 (34, soit 12 de plus que l'année passée). Les grandes multinationales (Coca-Cola, Nestlé, Mondelez...) ont réalisé environ la moitié de ces investissements, s'inscrivant dans la dynamique de reprise générale en Europe.

L'industrie automobile connaît elle aussi une embellie en 2014 avec 20 projets d'unités de production contre 5 en 2013⁸. Mais la timide hausse des ventes de véhicules constatée en France en

2014 (+0,3%) contraste avec la nette augmentation du marché européen de 5,7% par rapport à 2013, la première notable depuis 5 ans. La France, si elle renforce ses parts de marché par rapport à l'Allemagne, ne rattrape toutefois pas la position de leader du Royaume-Uni sur le secteur.

Les industries métallurgique, chimique et d'équipement⁹ contribuent également aux investissements productifs, à travers l'augmentation de projets d'unités de production (+20 projets par rapport à l'année dernière, soient 77 projets pour ces 3 secteurs).

Les principaux secteurs manufacturiers en termes d'IDE en France

		Nombre de projets	Nombre d'emplois	Evolution en volume de projets 2013-2014	Evolution en volume d'emplois 2013-2014
1	Agroalimentaire	34	836	12	188
2	Equipement	28	851	0	- 82
3	Chimie	25	399	6	106
4	Fabrication de métaux	24	396	14	155
5	Automobile	20	1 235	15	1 155
6	Produits minéraux non-métalliques	17	488	3	443
7	Pharmacie	15	278	3	- 54
8	Plasturgie	14	126	0	- 257
9	Electrique	12	307	7	228
10	Autre équipement de transport	8	367	-5	- 773

Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

8 Source : Usine Nouvelle, 16 janvier 2015

9 Machinerie lourde : machines-outils, machines agricoles



France influente

La France aggrave son retard en matière d'attractivité des fonctions stratégiques
p. 21

Une attractivité en berne auprès des investisseurs émergents
p. 23

La France peine à convaincre ses futurs clients
p. 24

La France et l'écosystème méditerranéen
p. 26

La France aggrave son retard en matière d'attractivité des fonctions stratégiques

Véritable marqueur de la perte d'influence de la France, la dramatique chute du nombre de sièges sociaux et de centres de R&D étrangers est l'une des grandes déceptions du Baromètre 2015. La France a été évincée du top 3 des pays accueillant le plus de sièges sociaux en 2012 et n'est pas parvenue, cette année, à reconquérir cette place. Elle se maintient en revanche en 5^e

position, derrière le Royaume-Uni - dont la place de leader n'est toujours pas menacée - l'Irlande, l'Allemagne et les Pays-Bas. L'érosion de la position française dans ce domaine est pérenne et préoccupante, alors que le Royaume-Uni a vu doubler, en deux ans, le nombre de « QG » accueillis sur son sol, le nombre de ceux implantés en France a été divisé par deux.



Témoignage

« Les investisseurs attendent cohérence et lisibilité »

Jean-Pierre Lieb

Avocat associé, Ernst & Young Société d'Avocats, Responsable Tax Policy EMEIA

Au-delà d'une fiscalité qui s'est excessivement alourdie au cours des dernières années, et qui décourage naturellement les investisseurs internationaux, le Baromètre met aussi en relief l'importance de la stabilité du cadre fiscal. La comparaison avec l'Allemagne¹⁰ est à cet égard sans appel. A une frénésie de nouveaux dispositifs événementiels et parfois contradictoires s'oppose une gouvernance faite de constance et d'approche stratégique. En France, 44 nouvelles taxes ont été créées entre 2010 et 2014, contre 2 en Allemagne. Cette inflation normative et le nombre de prélèvements obligatoires qui en résulte, source de complexité et d'imprévisibilité, sont autant d'éléments qui pénalisent la France.

Tout aussi inquiétant est le fait d'assister au départ de plus en plus fréquent de fonctions clés vers d'autres localisations. Il faut y voir l'érosion de l'attractivité de certains pans de la fiscalité française (crédit impôt

recherche, fiscalité des brevets), l'absence de politiques suffisamment audacieuses ciblées sur ces fonctions (fiscalité des cadres impatriés, des dirigeants et des management packages), voire la conséquence de contrôles perçus comme inutilement agressifs et créant des situations contentieuses difficilement solubles.

C'est donc une vision globale qu'il convient de mettre en œuvre qui intègre la simplicité et la stabilité de l'impôt ainsi que la qualité et la fluidité de la gestion des obligations déclaratives, tant pour les investisseurs actionnaires que pour les cadres salariés.

Pour beaucoup de nos voisins et partenaires, la politique fiscale est une composante majeure de l'attractivité. Pour ce faire, ils alignent discours et contenu dans une trajectoire cohérente, lisible et poursuivie dans le temps. C'est probablement l'un des domaines où la France devra le plus progresser dans les années à venir si elle veut maintenir son aura économique internationale.

¹⁰ Observatoire des politiques budgétaires et fiscales, Ernst & Young Société d'avocats, 2015

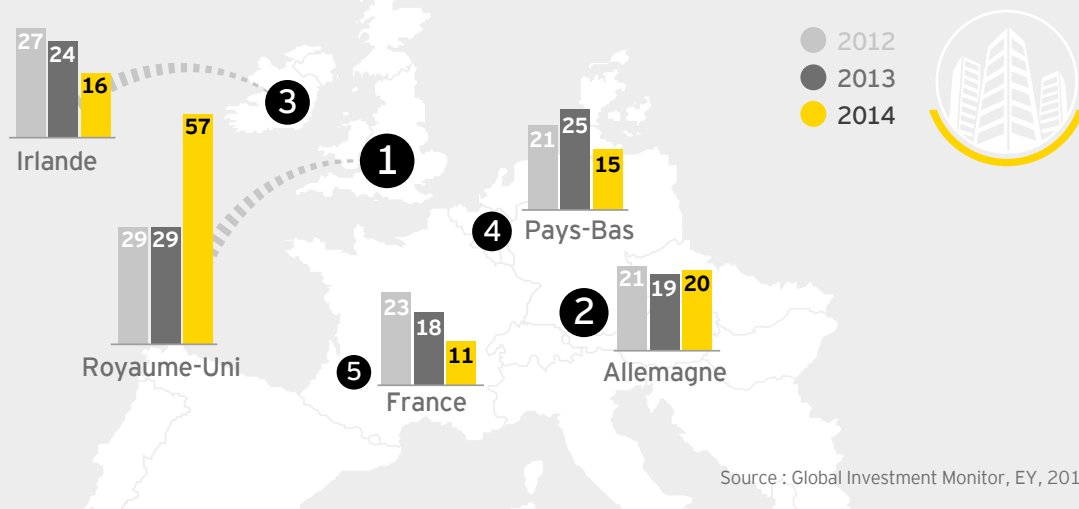
Même si l'éclatement géographique des organisations est croissant et que les entreprises cherchent à se rapprocher de marchés en forte croissance, la question de la compétitivité du site France pour l'accueil de centres de décision se pose dans un contexte international particulièrement favorable à la mobilité des entreprises. Certes, la France est en concurrence avec des pays qui ont mis en œuvre des politiques fiscale, juridique et financière particulièrement attractives, mais les investisseurs semblent aussi s'interroger sur le « sens de la France ».

En effet, l'Allemagne s'arroge la 2^e place en matière d'attraction des sièges sociaux (certes loin derrière le Royaume-Uni et le Grand Londres, véritable « capitale des QG »), grâce aux

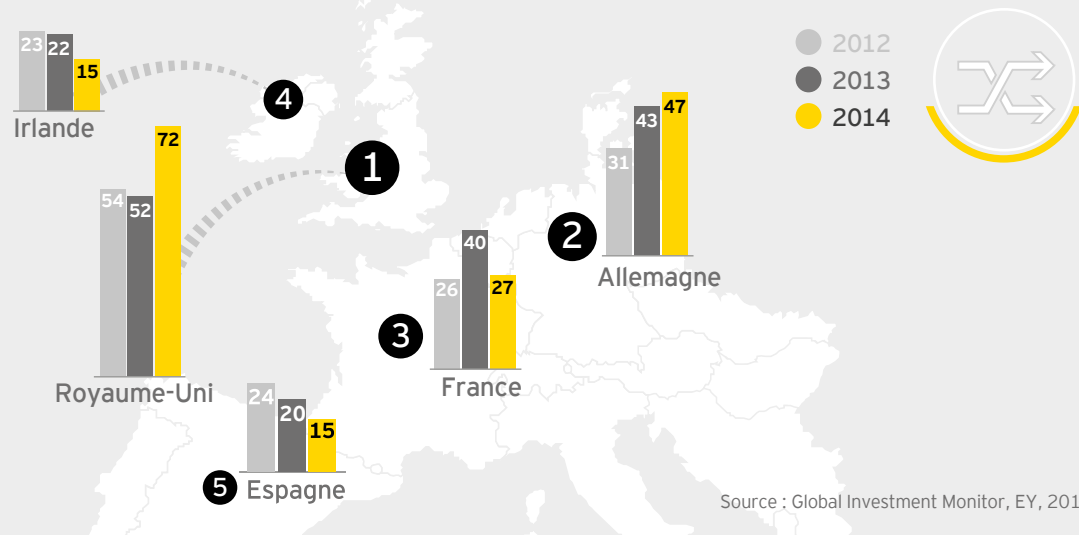
promesses d'une économie industrielle, influente et fortement exportatrice, notamment vers les pays de l'Europe centrale et orientale et la Russie.

Par ailleurs, cette érosion des fonctions stratégiques en France est confirmée pour les centres de R&D, qui restent à un niveau très bas en 2014, notamment au regard de la performance des concurrents. Malgré le CIR (Crédit impôt recherche) et ses avantages fiscaux, la France ne fait pas la différence au moment où les groupes, PME et start-up doivent faire des arbitrages sur l'implantation de leurs chercheurs et capacités scientifiques.

Top 5 européen en nombre d'implantations de sièges sociaux (2012-2014)



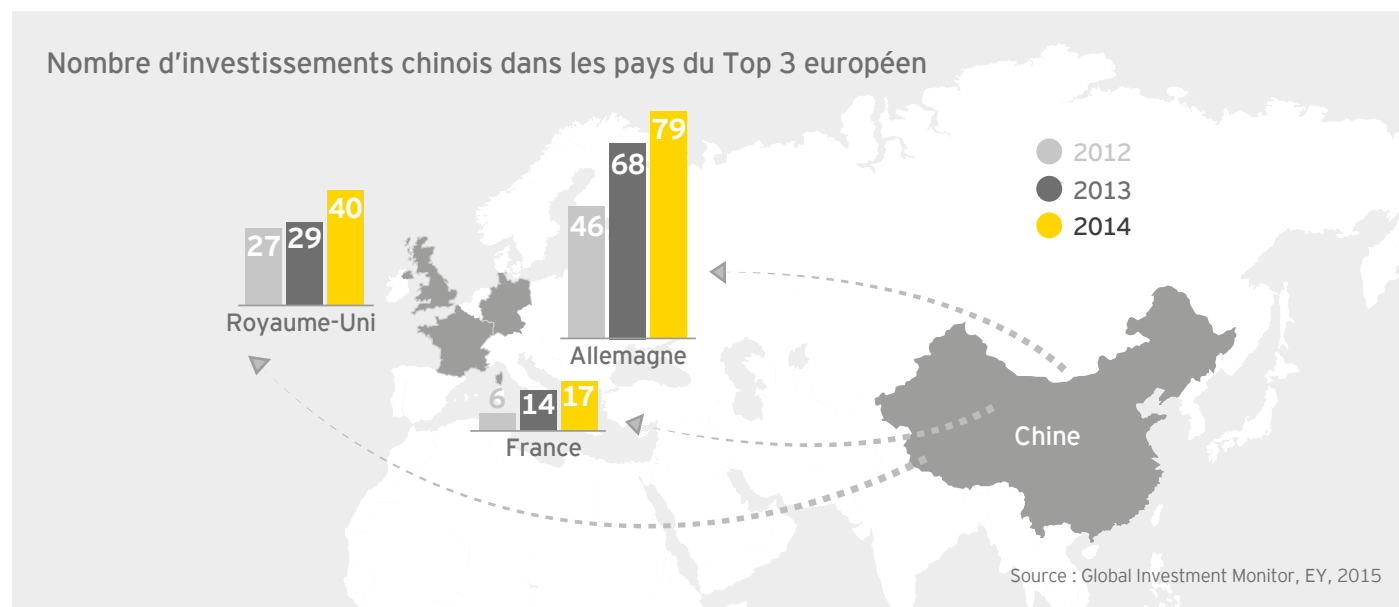
Top 5 européen en nombre d'implantations de centres de R&D (2012-2014)



Une attractivité en berne auprès des investisseurs émergents

Une inquiétude pointe concernant la capacité de la France à attirer les investisseurs chinois (17 en 2014) ou indiens (6), avec seulement trois projets supplémentaires provenant de Chine et un net recul par rapport à l'année précédente des investissements indiens.

L'Europe, quant à elle, attire les entreprises chinoises en nombre record (210 projets, soit +57 par rapport à 2013), l'Allemagne étant la grande gagnante de ces implantations (79 pour la seule année 2014).



L'attraction de nouvelles fonctions stratégiques, notamment auprès des investisseurs des pays émergents, s'avère insuffisante. Aucun investisseur chinois ou indien n'a implanté de centre de décision en France en 2014, alors que le Royaume-Uni a accueilli 7 sièges d'entreprises issues de ces pays. A défaut de séduire les investisseurs asiatiques, la France tire près de la moitié des projets d'investissements du trio Etats-Unis, Allemagne et Royaume-Uni.

Ces trois pays continuent d'investir en France, et le nombre de projets croît même d'au moins 20% entre 2013 et 2014. Cette augmentation, qui atteint +34% pour les projets en provenance d'Allemagne, étant notamment entretenue par l'implantation d'unités industrielles (automobile, chimie, équipement industriel).

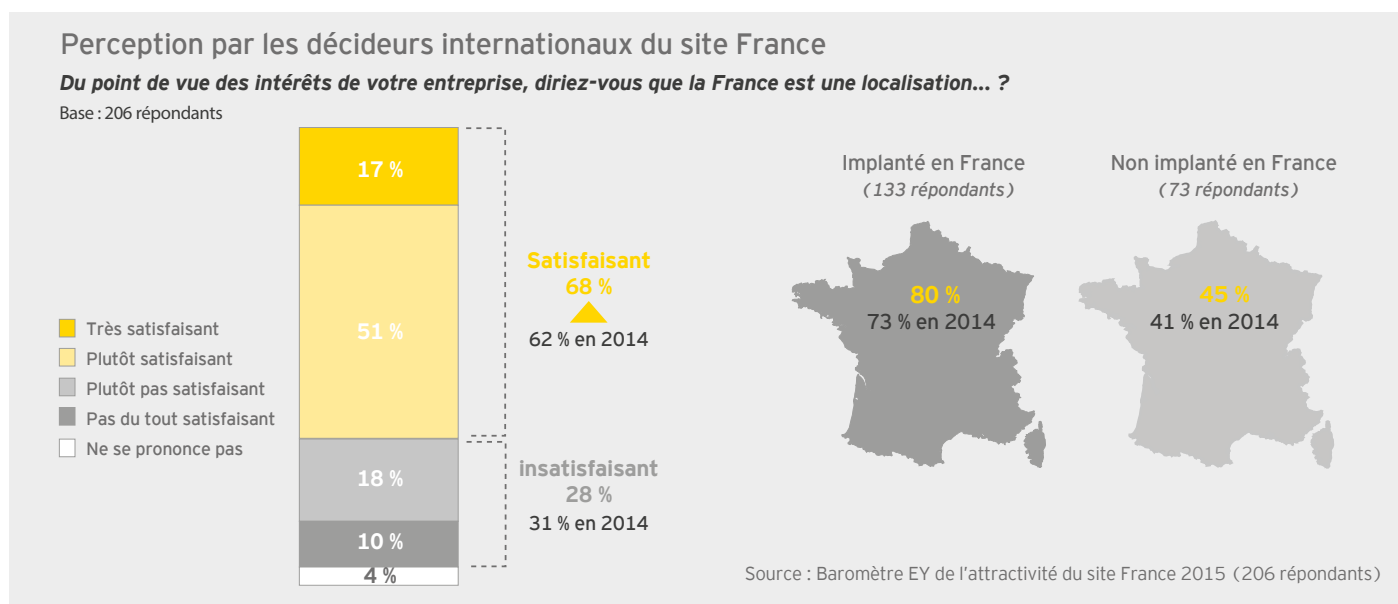
Pays d'origine des IDE en France

	Pays d'origine	Projets 2014	Projets 2013	Répartition des pays d'origine	Emplois créés 2014	Emplois créés 2013	% des emplois 2014
1	Etats-Unis	150	126	25%	3 373	3 386	27%
2	Allemagne	103	77	17%	2 018	1 624	16%
3	Royaume-Uni	47	39	8%	658	963	10%
4	Japon	34	30	6%	1 275	537	7%
5	Belgique	31	25	5%	899	503	5%
6	Suisse	30	24	5%	345	1 073	5%
7	Italie	23	30	4%	320	573	4%
8	Pays-Bas	23	16	4%	206	167	3%
9	Canada	20	8	3%	507	1 311	3%
10	Chine	17	14	3%	325	324	3%
	Autres			21%	2 651	3 661	17%
	Total	608	515	100%	12 577	14 122	100%

La France peine à convaincre ses futurs clients

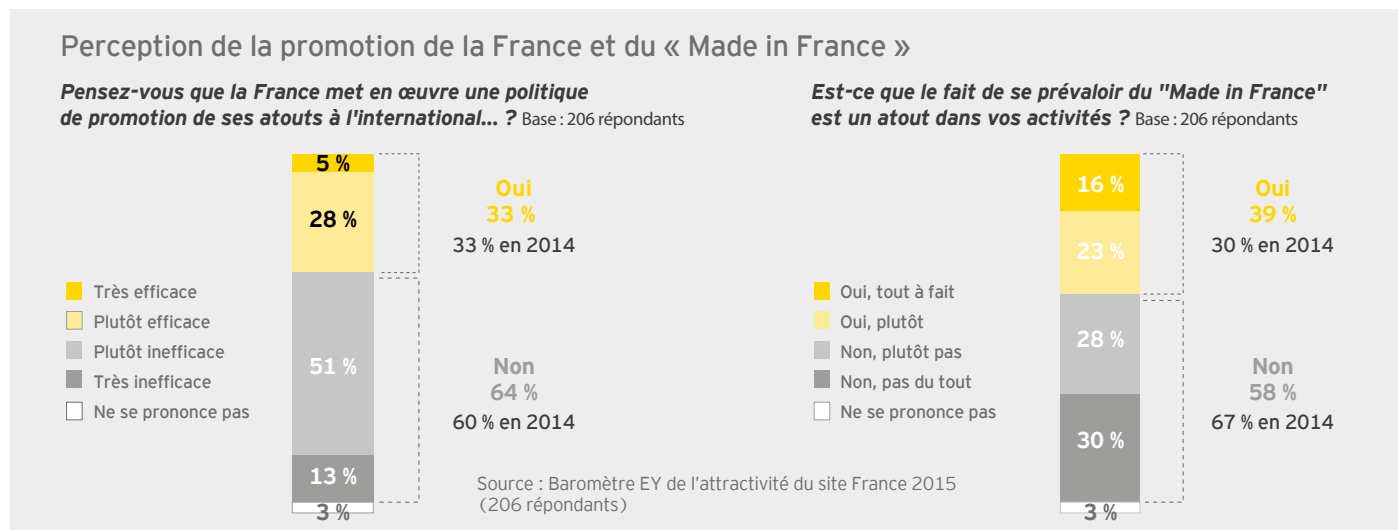
Dans une atmosphère où les signes de morosité perdurent (l'indice Insee mesurant l'évolution du moral des chefs d'entreprises est toujours en dessous de sa moyenne de long terme), 68% des investisseurs étrangers estiment que le pays reste une localisation satisfaisante (+6 points par rapport au Baromètre 2014). Cette amélioration de la perception du site France donne un écho particulier aux nombreuses interventions de chefs d'entreprise, intellectuels ou dirigeants politiques

français montés au front contre le **French bashing**. D'autres indicateurs mineurent toutefois ce constat encourageant. Le regain de confiance des investisseurs en la France n'a pas encore franchi les frontières. La perception des investisseurs étrangers qui nous jugent de l'extérieur reste dégradée : 45% seulement de ce panel expriment leur satisfaction (contre 68% en moyenne et 80% pour les entreprises présentes en France).



Cette différence de perception rend nécessaire une politique de promotion de la France mieux structurée et plus agressive. C'est le sens de la création de Business France, résultant depuis le 1^{er} janvier 2015 de la fusion de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) et d'Ubifrance, et qui a pour objectif de démultiplier l'efficacité de la diplomatie économique française. L'effort à faire reste important : aujourd'hui, seuls 33% des investisseurs jugent efficace la politique de promotion des atouts de la France à l'étranger.

En règle générale, les investisseurs restent circonspects sur les stratégies menées et attendent encore de connaître leur impact sur l'amélioration des marges opérationnelles. Pour les investisseurs non implantés sur notre territoire, il existe vraisemblablement une certaine défiance par rapport à la destination France qu'il est urgent de combattre. Cependant, on peut voir dans les promesses du « Made in France » (39% d'opinions favorables en 2015 contre 30% en 2014), une perspective pour la marque France.





Témoignage

« Projeter une image positive et renouvelée de notre pays »

Muriel Pénicaut

Ambassadrice déléguée aux investissements internationaux, Directrice générale de Business France

Paru le 16 mars 2015, le « Rapport sur l'internationalisation de l'économie française - Bilan 2014 des investissements étrangers en France » analyse les décisions d'investissements étrangers et leur contribution à l'économie française. 1 014 décisions d'investissements ont été recensées. Les investissements ont connu un sursaut : +8% par rapport à 2013.

Dans cette compétition mondiale, il est crucial de réduire le décalage entre la perception et la réalité. De nombreux pays affichent un nombre de projets en hausse, parmi lesquels le Royaume-Uni, (+50%) et les Etats-Unis (+7%).

La France continue d'attirer des investissements dans les fonctions dites stratégiques. Les entreprises étrangères investissent en 1^{er} lieu dans les activités de production et concentrent 30% des investissements réalisés en France. Les projets d'investissement étranger dans les fonctions de R&D, ingénierie ont connu un essor de 19% et représentent 9% de l'ensemble des investissements.

Par ailleurs, depuis 5 ans, nous recensons plus de 700 primo implantations d'entreprises non européennes associées à la création de plus de 10 000 emplois.

Les entreprises étrangères ont compris le bénéfice qu'elles pouvaient tirer de la créativité française pour le développement de leurs activités. Le groupe américain Hexcel Fibers a installé sa nouvelle usine de polyacrylonitrile à Roussillon, le groupe de cosmétiques japonais Shiseido a choisi Paris comme centre de création tandis que Toyota implante son centre de design sur les rives de la Méditerranée ; l'entreprise chinoise Synutra a choisi d'installer sa toute première usine de lait en poudre européenne en France dans le Finistère ; de même, le groupe anglo-hollandais Unilever installe des centres d'innovation pour ses gammes alimentaires. Ces choix sont stratégiques.

La campagne Creative France qui sera déclinée au second semestre 2015 par Business France contribuera à projeter une image positive et renouvelée de notre pays. Chaque initiative des entrepreneurs, jeunes, professeurs, scientifiques doit pouvoir être valorisée et promue, et ce pour accélérer les courants d'affaires. Loin des clichés, des perceptions plus ou moins déformées, la France principale destination de la zone euro en nombre d'investissements étrangers, se dessinera dans cette campagne telle qu'elle est : une grande puissance industrielle, au cœur d'un marché européen porteur, desservie par d'exceptionnelles infrastructures, forte des compétences et du savoir-faire des femmes et des hommes qui y travaillent.

La politique d'innovation engagée par le gouvernement a mis un accent fort sur la création d'entreprises innovantes en mobilisant des instruments fiscaux et économiques. Le Crédit Impôt Recherche, la création du statut de JEI, la French Tech sont autant d'éléments qui vont participer à la construction d'une politique publique de l'innovation ayant pour point central la création et le développement des jeunes entreprises innovantes. Ainsi, lors du CES 2015 qui s'est tenu du 6 au 9 janvier à Las Vegas, rassemblées sous le label French Tech, les entreprises françaises ont fait sensation. Parmi les récompensés, on peut citer la montre connectée de Withings, le tee-shirt connecté de Citizen Science, le connecteur multiplateforme de Lima, la caméra 360° de Giroptic...

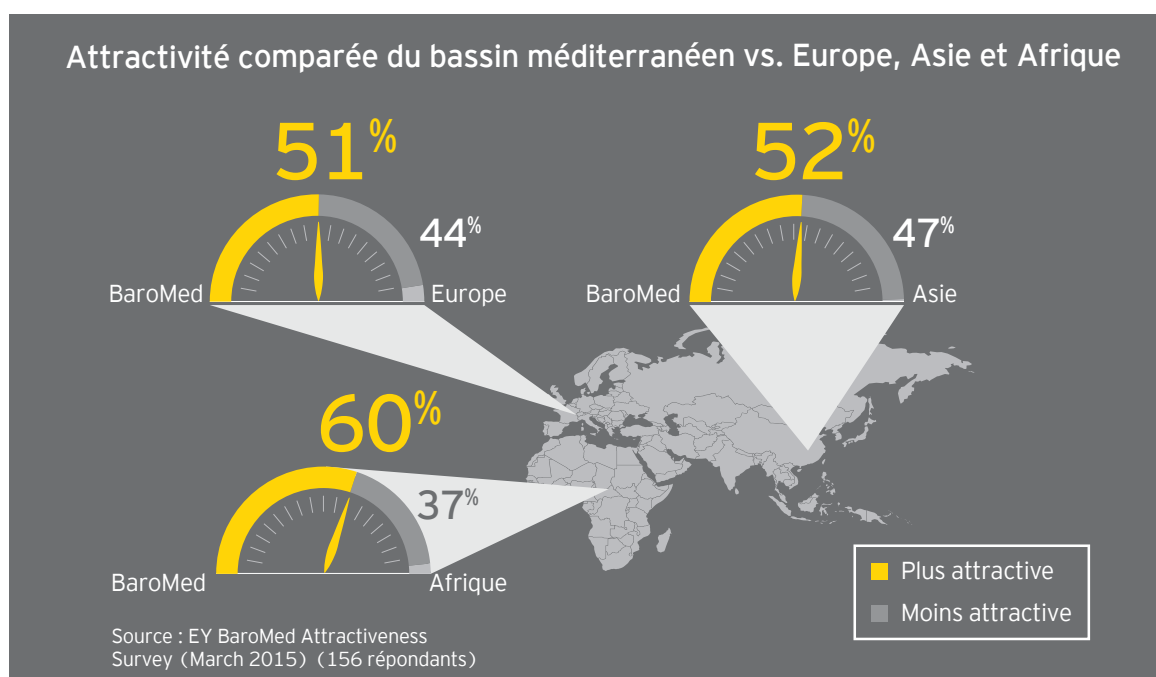
Maintenir la France aux premiers rangs de l'attractivité européenne est une des ambitions poursuivie par Business France, pour laquelle nos équipes et leurs partenaires sont pleinement engagés.

La France et l'écosystème méditerranéen

On peut regretter aujourd'hui que la France ne capitalise pas davantage sur les liens historiques et privilégiés qu'elle entretient avec les pays du bassin méditerranéen. Le Royaume-Uni inscrit sa performance dans une influence mondiale, qui attire particulièrement les fonctions financières, les centres de décision et les services à haute valeur ajoutée. Pour sa part, l'Allemagne a fait des pays d'Europe centrale et orientale et de la Russie une terre de conquête pour ses groupes et son *Mittelstand*, mais aussi pour les entreprises qui ont choisi de s'implanter au cœur industriel européen. C'est ce que recherchent par exemple les entreprises à capitaux chinois qui ont fait des grands bassins industriels allemands leur base de croissance pour l'Europe.

Le rapport BaroMed publié récemment¹¹ souligne la puissance et le potentiel économiques du bassin méditerranéen : 15% du PIB mondial est concentré dans 27 pays qui ont accueilli, entre 2009 et 2013, plus de 17 000 projets d'investissements internationaux. La France se situe au cœur de cet espace de croissance qui doit certes relever des défis politiques et sociaux considérables, mais se révèle dans son ensemble plus attractif que l'Europe (pour 51% des décideurs interrogés), l'Afrique (60%) ou l'Asie (52%).

De fait, la France a l'immense opportunité de proposer aux entreprises développant une logique « EMEA » (Europe, Moyen-Orient, Afrique) une zone d'influence que sa position logistique et ses liens économiques historiques doivent faciliter.



11 EY BaroMed Attractiveness Survey (March 2015) (156 répondants)

France talentueuse



Capital humain
p. 28

Capital métropolitain
p. 30

Capital créatif
p. 31

Capital humain

La transition engagée vers une économie de la connaissance place les talents au cœur de la création de valeur. La capacité des pays à former, retenir et attirer les talents devient un enjeu central de la compétition internationale. La France a certainement une carte à jouer dans ce domaine, puisque la capacité du pays à former et attirer les talents apparaît aux yeux des investisseurs, avec sa capacité d'innovation, comme un levier majeur pour renforcer le rôle de la France dans l'économie mondiale.

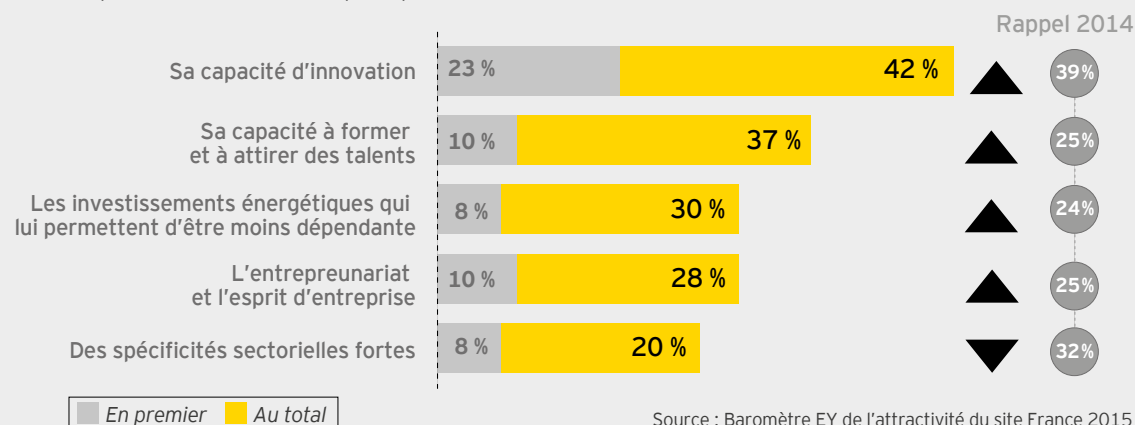
Les chefs d'entreprises, interrogés sur les atouts qui permettront à la France de renforcer son rôle dans l'économie mondiale, distinguent cette année comme premier atout sa capacité d'innovation (plus de 40%) et sa capacité à former et attirer

des talents (avec un tiers des investisseurs citant cette réponse, contre un quart l'année précédente). Notre pays est donc bien identifié par les investisseurs internationaux sur la carte du monde de l'économie de la connaissance. Dans un monde où les entreprises les plus rentables commercialisent essentiellement des produits et services innovants et/ou à très forte valeur ajoutée, l'enjeu du « capital humain » est plus déterminant que jamais. Aussi les investisseurs souhaitent-ils s'implanter dans des territoires en capacité de promettre une productivité élevée conjuguée à une forte capacité d'innovation. La France, qui se place au 6^e rang mondial en matière de productivité horaire¹², s'inscrit-elle dans le peloton de tête de cette compétition internationale ?

Les atouts de la France pour renforcer son rôle dans l'économie mondiale

Selon vous, quels sont les atouts qui permettent à la France de renforcer son rôle dans l'économie mondiale ?

Base : 206 répondants (Question ouverte, 3 réponses possibles)



Toutefois, cet atout stratégique du capital humain peine à convaincre les entreprises non implantées en France, qui identifient en premier lieu la qualité de vie et le haut niveau de développement du pays, puis l'importance du marché intérieur comme les axes clés de l'attractivité française. Ce sont donc là encore les investisseurs qui ont l'expérience du site France et de ses talents qui identifient mieux le niveau de qualification de la main-d'œuvre comme atout principal.

Si le facteur humain apparaît comme un levier clé d'attractivité du site France, il faut rappeler que le coût du travail constitue l'une des faiblesses les plus souvent citées par les investisseurs. Ce double constat doit constituer une alerte et une incitation à renforcer l'atout majeur que constitue la qualification de la main-d'œuvre, mais aussi sa compétitivité, dans un contexte européen et mondial de plus en plus exigeant.



Témoignage

« Faire de la France une terre d'accueil des talents de haut niveau »

Didier Hoff

Avocat associé, Ernst & Young Société d'Avocats, Responsable des activités Human Capital FraMaLux

Aux yeux des investisseurs étrangers, le niveau de qualification de la main-d'œuvre est plus que jamais confirmé comme un atout différenciant pour la France. Un solide cursus généraliste de base, le niveau avéré de l'enseignement supérieur et de la recherche, la réputation internationale de grandes écoles comme Polytechnique, HEC ou l'Insead, contribuent à la très bonne perception du système éducatif français.

Par de multiples dispositifs, la France montre qu'elle veut être à la hauteur de cette image en se faisant terre d'accueil des talents de haut niveau.

Les étudiants titulaires d'un diplôme au moins équivalent au master, une fois leur permis de séjour « étudiant » expiré, peuvent bénéficier d'une carte de séjour temporaire de six mois et recevoir une rémunération d'au moins 50% supérieure au salaire minimum français. Le « French Tech Ticket », pack d'accueil qui contient une bourse, un accompagnement à l'installation, un titre de séjour et une place en incubateur, sera expérimenté cette année pour inciter des entrepreneurs étrangers à créer leur start-up en France. Le régime fiscal des impatriés, on

le sait trop peu, place la France parmi les pays plutôt attractifs pour les cadres étrangers. Et les conventions de détachement de sécurité sociale qui permettent de maintenir l'affiliation au pays d'origine se multiplient, notamment avec les pays émergents (signature d'une convention avec l'Inde en 2011 et avec le Brésil en 2014).

En dépit de cet environnement plutôt favorable à la rétention des « cerveaux », la France voit souvent ses meilleurs talents « captés » par d'autres pays et peine à convaincre les entreprises étrangères d'implanter des fonctions à haut niveau de qualification. Il ne faut pas chercher loin les (éternels) coupables de cette tendance : une économie qui encourage encore trop peu l'entrepreneuriat, les coûts et la rigidité du travail, les lourdeurs administratives...

Pour assurer sa capacité pérenne à attirer les talents, les conserver sur son territoire et, au-delà, valoriser cet atout à l'étranger, la France doit sans plus tarder progresser en matière de flexibilité du travail et favoriser la mise en place de guichets administratifs uniques.

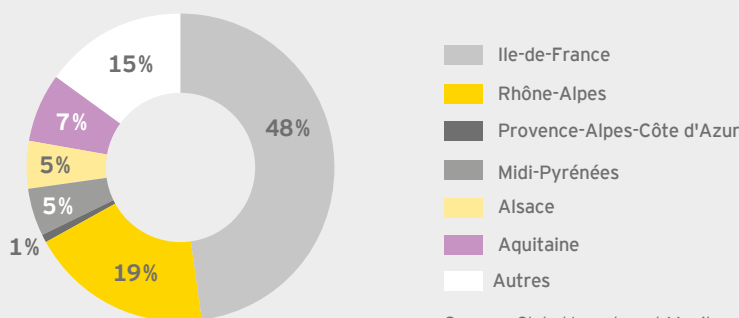
Capital métropolitain

Si la France affiche un pouvoir d'attraction globalement faible des fonctions stratégiques en 2014, ce domaine met en lumière le potentiel d'attractivité des grandes métropoles régionales. Certes, près de la moitié des centres de décision s'implantent en Ile-de-France, un ordre de grandeur qui dépasse la part de la région capitale dans le PIB national (environ 30%¹³).

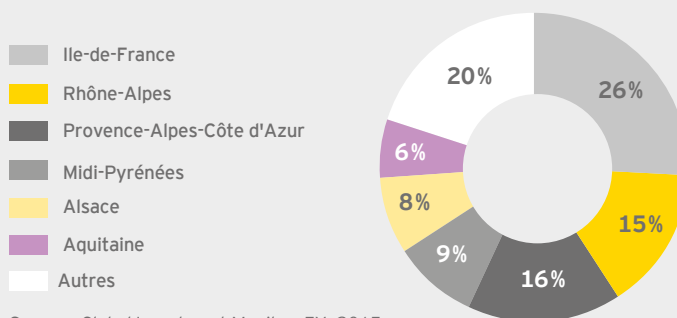
En revanche, les centres de R&D sont davantage répartis sur le territoire national, puisque « seulement » un quart des projets se concentrent en Ile-de-France et un tiers sont implantés en région Rhône-Alpes ou Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Répartition des projets de sièges sociaux et de centres de R&D entre 2010 et 2014

► Sièges sociaux



► Centres de R&D



Source : Global Investment Monitor, EY, 2015

La compétition entre métropoles régionales à l'échelle européenne se renforce, et l'attraction de fonctions supérieures constitue un véritable enjeu dans cette course internationale. Dès lors, quels sont les leviers des métropoles pour renforcer leur attractivité auprès des investisseurs internationaux ?

Près de la moitié des décideurs internationaux interrogés citent les pôles universitaires de renommée internationale comme le principal levier que les métropoles françaises doivent actionner pour développer leur compétitivité européenne. Sont également évoqués les infrastructures de transports et de

télécommunications (premier levier cité en 2013), des parcs d'activité innovants et la disponibilité d'immobilier d'entreprise adapté.

Cette tendance est aussi révélatrice d'un autre élément de perception des investisseurs internationaux : les métropoles sont d'abord considérées comme des lieux de formation et des lieux de vie, avant d'être envisagées comme des lieux économiques propices au développement d'activités.

Les leviers d'attractivité des métropoles françaises d'après les décideurs internationaux

Sur quels leviers les métropoles françaises doivent-elles s'appuyer pour développer leur compétitivité au niveau européen ?

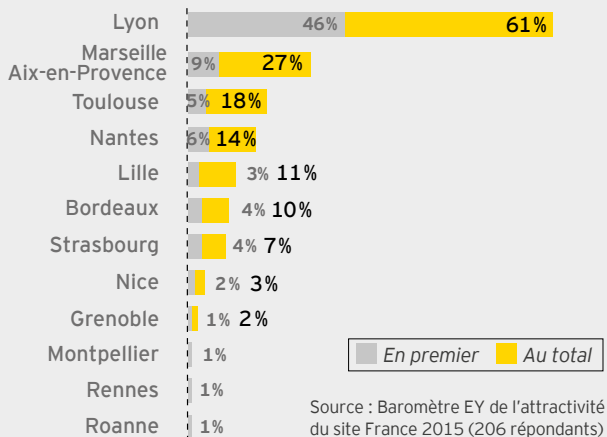


Source : Baromètre EY de l'attractivité du site France 2015 (206 répondants)

Les métropoles challengers de Paris selon les investisseurs internationaux

Selon vous, quelles sont les deux métropoles françaises challengers de Paris les plus dynamiques, qui seront les villes entrepreneuriales de demain ?

(Deux réponses possibles en premier)



Ce constat est toutefois moins prégnant lorsque l'on considère uniquement les investisseurs qui ne sont pas implantés en France : vue de l'extérieur, la compétition métropolitaine se joue d'abord sur l'offre de foncier économique, la qualité de vie et les infrastructures. Le rayonnement international de nos forces universitaires régionales reste à confirmer.

Par ailleurs, les décideurs internationaux interrogés sur leur perception des dynamiques métropolitaines en France continuent à mettre Lyon en tête des villes capables de rivaliser avec Paris (61%, soit +4 points par rapport à l'année précédente). Fait notable, la métropole Marseille - Aix-en-Provence bénéficie d'une forte dynamique, puisqu'elle est citée par 27% des décideurs cette année contre 14% en 2009. Cette évolution reflète la transformation de son image par un rôle plus affirmé dans l'économie méditerranéenne.

Les évolutions institutionnelles en cours auront un impact certain sur l'avenir des métropoles françaises, qui, si elles continuent à se renforcer, doivent poursuivre leurs efforts pour se démarquer dans un paysage européen toujours plus concurrentiel.

Capital créatif

Et s'il restait à la France à explorer une toute autre facette de son attractivité ? La création est évidemment d'abord un espace d'émotion, mais c'est aussi un vecteur de croissance et un levier souvent négligé de notre attractivité.

Les voix sont de plus en plus nombreuses - le rapport Gallois en a été un des premiers relais - pour dire que les industries créatives sont un de nos pôles d'excellence mondiaux et que la France peut et doit mieux exprimer sa voix créative pour redevenir une destination attractive. C'est un enjeu de rayonnement mondial pour notre économie, mais aussi un facteur majeur dans les décisions d'investissements des géants du digital, des entrepreneurs attirés par le fond et la forme de la créativité française (dans le design, dans l'architecture, dans les jeux vidéo), avec de puissants liens entre industrie et création fondamentale. Une étude récente de l'Office Européen des Brevets montre que plus d'un tiers de l'emploi européen provient de secteurs à forte densité de droits de propriété intellectuelle.

Comme en témoigne le 1^{er} « Panorama des Industries Culturelles et Créatives » publié par EY et France Créative en 2013, les neuf principaux secteurs qui composent l'industrie culturelle et créative en France représentent plus de 75 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 1,2 million d'emplois. Soit plus que l'industrie automobile, la chimie ou les télécoms.

Les 9 marchés culturels et créatifs de la France



Source : 1^{er} Panorama des Industries Culturelles et Créatives, EY, 2013

Les « marques » internationales de la France créative s'exportent avec succès à l'étranger, dans le cinéma, la musique, l'architecture ou la mode. Les quelque 3 milliards d'euros d'exportations de biens culturels français en 2013 sont une conséquence de cette visibilité internationale, tandis que nos savoir-faire créatifs sont reconnus et recherchés par les entreprises internationales (designers, développeurs et créatifs, mais aussi compétences numériques dans une variété de métiers et secteurs...).

La place et l'avenir de la France dans le monde dépendent certes de nos choix stratégiques en matière de politique industrielle et de mécanismes de compétitivité. Notre baromètre montre qu'elle dispose d'entreprises innovantes, de savoir-faire haut de gamme, de capacités créatives qui doivent être intégrés à nos forces industrielles pour faire jouer tous les ressorts de notre attractivité.

L'ensemble de ces forces créatives sont un des atouts de la France à l'international et permettent au pays de jouer la carte d'une véritable « diplomatie culturelle ». Cette « autre » attractivité de la France mériterait d'être mobilisée comme ambassadrice de la destination France comme terre d'accueil des investissements internationaux.



Témoignage

« Un certain génie français »

Jean-Noël Tronc
Président de la Sacem,
animateur de « France Créative »

L'attractivité de la culture pour notre pays me semble se jouer à deux niveaux complémentaires.

Tout d'abord, il est certain que dans le rayonnement de la « marque France » à l'international, les industries culturelles et créatives jouent un rôle essentiel, par ce qu'elles incarnent et reflètent à la fois un certain génie français, nos valeurs, notre art de vivre, la France dans sa diversité et son ouverture. Elles entretiennent ce qu'on peut appeler « le désir de France ». Pour ne citer que la musique, le répertoire des créateurs français a su, depuis longtemps, séduire à l'export, en incarnant la modernité et en donnant une forte attractivité d'image à notre pays : il suffit de penser aux Daft Punk, à Air, à Phoenix par exemple, mais également à l'importante présence des compositeurs français de musique de film à Hollywood.

Deuxième levier, conséquence de ce rayonnement, les secteurs et activités culturels ont un pouvoir d'attractivité essentiel dans nos territoires, notamment pour le tourisme. Le tourisme culturel est l'une des premières motivations pour les personnes visitant la France, que cela soit pour les aspects patrimoniaux (musées) ou pour les festivals. Il faut dire que le choix est vaste, notre pays comptant plus de 1200 festivals dans tous les genres musicaux, ainsi que de très nombreux festivals de cinéma, d'audiovisuel, de photographie, de danse à rayonnement international comme Cannes, le festival d'Arles, ou encore celui d'Avignon.

Le recensement des implantations internationales et des créations d'emplois

Depuis 1997, EY, en partenariat avec le cabinet Oxford Intelligence, recense le nombre d'implantations de projets d'investisseurs étrangers sur chaque territoire, prenant en compte uniquement les annonces publiques et fermes d'investissements porteuses de créations d'emplois nouveaux.

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets, comme celle de l'Agence Française pour les Investissements internationaux (AFII) qui recense depuis 1993 les emplois créés et "maintenus" par les investisseurs étrangers en France. Le rapport de Business France intègre des activités liées à l'hôtellerie, la distribution, la restauration qui ne sont pas recensées par le Global Investment Monitor (GIM). Chacun des projets fait l'objet d'une validation croisée avec l'ensemble des partenaires territoriaux. De plus, elle présente les créations et les sauvegardes d'emplois projetés sur 3 ans, alors que le Global Investment Monitor (GIM) se concentre sur les données au démarrage des projets et ce, dans tous les pays européens.

Globalement, les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données GIM permettent de garantir un niveau de comparabilité unique en Europe.

L'enquête auprès des dirigeants

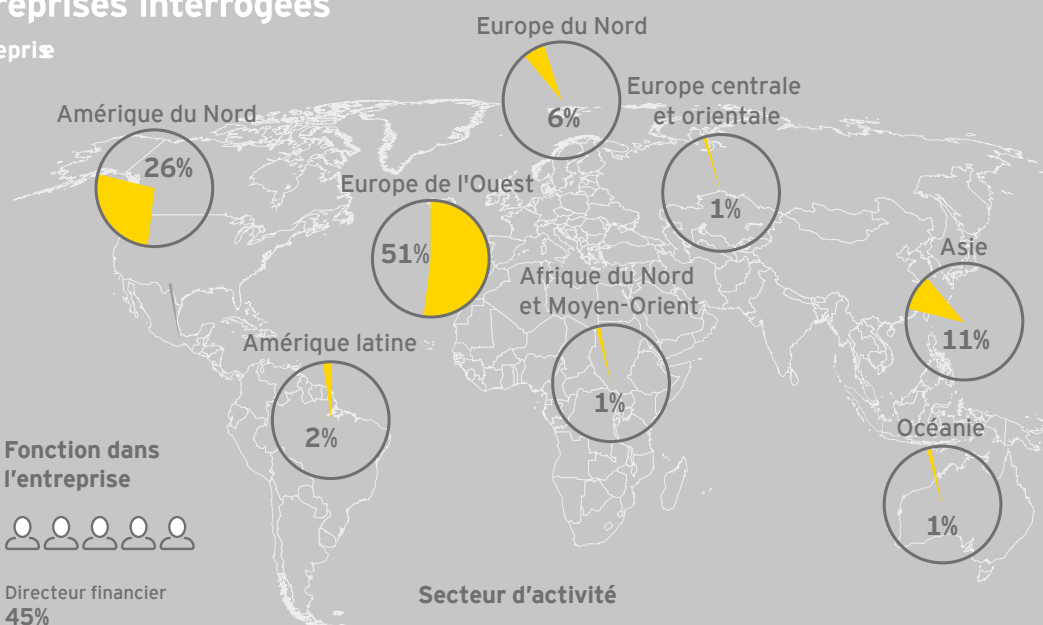
La perception et les attentes des décideurs internationaux ont été recueillies à travers une enquête conduite par l'institut CSA, qui interroge par téléphone les décideurs internationaux selon le système CATI - Computer Assisted Telephonic Interviews.

Du 16 au 30 janvier 2015, ce sont 206 dirigeants d'entreprises qui ont été interrogés, dans 25 pays et en 3 langues.

La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux. Les entreprises interrogées sont de diverses origines géographiques, mais en grande partie issues d'Europe occidentale, et offrent un reflet pertinent du tissu économique français et de ses grands secteurs d'activité. Les entreprises sont de taille variées en termes de chiffres d'affaires, et les interlocuteurs occupent différentes fonctions.

Profil des entreprises interrogées

Nationalité de l'entreprise



Fonction dans l'entreprise



Directeur financier	45%
Directeur Marketing	15%
Directeur général	10%
Directeur du développement	6%
Directeur de la communication	6%
Président	4%
Directeur de la stratégie	3%
Directeur des investissements	3%
Autres	8%

Secteur d'activité

Industrie/Automobile/Energie	47%
Services aux entreprises et aux particuliers	24%
Grande consommation	16%
Industries chimiques/Pharmaceutiques	8%
Infrastructures/Équipements de télécommunications/Haute technologie	5%

Taille de l'entreprise en chiffre d'affaires

Moins de 150 millions d'euros	40%
De 150 millions d'euros à 1,5 milliard d'euros	38%
Plus de 1,5 milliard d'euros	22%

Méthodologie

EY | Audit | Conseil | Fiscalité & Droit | Transactions

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, notre expertise et la qualité de nos services contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et les marchés financiers. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos équipes, nos clients et la société dans son ensemble.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.

© 2015 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

SCORE France N° 15-022
ED 0115

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

Contacts

Marc Lhermitte

Associé, Ernst & Young Advisory
Global Lead – Attractiveness and Competitiveness
Tél. : + 33 1 46 93 72 76
Email : marc.lhermitte@fr.ey.com

Sophie Meynier

Responsable du département
communication externe
Tél. : +33 1 46 93 63 53
Email : sophie.meynier@fr.ey.com

Elise Carrard

Responsable du service relations médias
Tél. : +33 1 46 93 49 73
Email : elise.carrard@fr.ey.com

Grégoire Petit

Responsable marketing Programme Attractivité
Tél. : +33 1 46 93 77 48
Email : gregoire.petit@fr.ey.com

Cette étude a été réalisée par EY, sous la direction de Marc Lhermitte, Sabrina Lebel, Vincent Raufast, Flora Le Bolloc'h, Raphaël Cadoret et Martin Polivka, avec la participation de Didier Hoff, Virginie Lefebvre-Dutilleul, Jean-Pierre Lieb, Franck Sebag, Emmanuelle Raveau, Sophie Meynier, Elise Carrard, Bonnie Olivier, Juliette Gayraud, Grégoire Petit et Nathalie Caumette, avec la collaboration de Yves-Marie Cann, Aurélie Mohorcic, Stéphanie Laffargue et les équipes de l'institut CSA.